

Fédération Handicap International
Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes combinés

ERNST & YOUNG et Autres



Fédération Handicap International

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes combinés

A l'Assemblée Générale de l'association Fédération Handicap International,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes combinés de l'association Fédération Handicap International relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Changement de méthode comptable » de la note « Principes comptables, méthodes d'évaluation » de l'annexe des comptes combinés relative au changement de méthode suivant suite à l'application du règlement ANC 2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme et à la comptabilité de couverture.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes combinés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes combinés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes combinés pris isolément.

- ▶ Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note « Règles et méthodes comptables du compte d'emplois ressources » de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux bases d'élaboration décrites en annexe et ont été correctement appliquées.
- ▶ Une grande partie des charges est engagée dans les différents pays d'action de votre association et enregistrée dans les comptabilités décentralisées de chacun des programmes. Ces comptabilités sont centralisées au siège dans les comptes de votre association et font l'objet d'une supervision selon les modalités décrites dans les procédures de contrôle de votre association. Nous nous sommes assurés de la correcte application de ce dispositif au 31 décembre 2017.

Vérification du rapport sur la gestion du groupe

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes combinés

Il appartient à la direction d'établir des comptes combinés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes combinés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes combinés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité des entités combinées à poursuivre leur exploitation, de présenter dans leurs comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider les entités combinées ou de cesser leur activité.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes combinés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de vos entités combinées.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes combinés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes combinés;

- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité des entités combinées à poursuivre leur exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes combinés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes combinés et évalue si les comptes combinés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de combinaison, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes combinés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes combinés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Lyon, le 30 mai 2018

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Lionel Denjean

RESEAU FEDERAL HANDICAP INTERNATIONAL

Comptes combinés au 31 décembre 2017



BILAN ACTIF

<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amortissements</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1.932.672	1.373.957	558.715	224.894
Fonds commercial	12.958		12.958	12.958
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours	66.968		66.968	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1.400.000		1.400.000	1.400.000
Constructions	7.451.894	1.738.322	5.713.571	6.084.986
Installations techniques, matériel, outillage	1.712.107	1.080.044	632.063	398.645
Autres	11.828.374	6.601.644	5.226.729	5.055.036
Immobilisations corporelles en cours	307.708		307.708	40.055
Avances et acomptes	75.885		75.885	19.179
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	100.150		100.150	150
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés	500		500	500
Prêts				
Autres immobilisations financières	673.265		673.265	579.820
ACTIF IMMOBILISE	25.562.481	10.793.968	14.768.513	13.816.223
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	625.125	2.341	622.784	704.489
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	20.089	4.044	16.045	
Marchandises	2.018		2.018	2.304
Avances et acomptes versés sur commandes	914.593		914.593	464.377
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1.313.547	22.739	1.290.808	1.110.514
Autres	9.293.865		9.293.865	5.248.679
Baillleurs de fonds	17.122.391		17.122.391	9.672.308
Avances missions	9.721.844		9.721.844	9.315.357
Valeurs mobilières de placements	4.006.907		4.006.907	4.121.907
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	29.119.119		29.119.119	30.199.175
Charges constatées d'avance	1.140.134		1.140.134	1.166.757
ACTIF CIRCULANT	73.279.633	29.124	73.250.508	62.005.868
Primes d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif	191.250		191.250	160.359
TOTAL GENERAL	99.033.364	10.823.092	88.210.271	75.982.449

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	<i>Nationaux</i>	<i>Internationaux</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Dons, legs et parrainages	53.917.866		53.917.866	52.558.156
Financements, organismes publics	61.673.720	41.926.131	103.599.850	82.160.509
Financements, organismes privés	9.678.360		9.678.360	5.943.072
Total des dons et financements	125.269.946	41.926.131	167.196.076	140.661.737
Production stockée			15.848	(67.441)
Production immobilisée			9.608	
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation			189.090	189.790
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transfert de charges			862.333	289.290
Autres produits			7.735.206	5.733.329
PRODUITS D'EXPLOITATION			176.008.161	146.806.704
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1.139.856	1.165.405
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			82.588	(186.549)
Autres achats et charges externes			61.134.492	58.025.437
Impôts, taxes et versements assimilés			1.625.845	1.891.416
Salaires et traitements			56.678.985	51.100.330
Charges sociales			16.246.012	14.353.935
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2.035.563	1.860.964
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			6.439	19.738
Dotations aux provisions			1.484.627	504.272
Autres charges			34.583.395	19.977.791
CHARGES D'EXPLOITATION			175.017.804	148.712.739
RESULTAT D'EXPLOITATION			990.357	(1.906.035)
QUOTE-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			262	
Autres intérêts et produits assimilés			85.041	130.679
Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges				447.629
Différences positives de change			92.325	1.037.885
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			177.628	1.616.193
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			0	160.359
Intérêts et charges assimilées			353.923	257.778
Différences négatives de change			1.927.767	1.272.735
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2.281.690	1.690.872
RESULTAT FINANCIER			(2.104.062)	(74.679)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(1.113.704)	(1.980.714)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	43.593	44.990
Produits exceptionnels sur opérations en capital	78.495	814.547
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		384.000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	122.088	1.243.537
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	105.733	759.071
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	75.943	28.397
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		20.470
CHARGES EXCEPTIONNELLES	181.676	807.938
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(59.588)	435.600
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	543.787	1.191.028
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	595.594	543.787
Impôts sur les bénéfices	270.671	325.430
TOTAL DES PRODUITS	176.851.664	150.857.462
TOTAL DES CHARGES	178.347.435	152.080.766
BENEFICE OU PERTE	(1.495.772)	(1.223.303)

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

	2017	2016	Variation
Dons en nature	278.124	10.194	267.930
Mise à disposition gratuite de biens et services	2.566.555	1.859.394	707.161
Personnel bénévole	60.123	94.565	-34.442
CHARGES	2.904.801	1.964.153	940.648

	2017	2016	Variation
Financements Organismes Publiques			
Financements Organismes Privés	1.749.236	1.249.164	500.072
Autres contributions en biens et services	1.155.565	714.989	440.577
PRODUITS	2.904.801	1.964.153	940.648

Présentation du Réseau Handicap International

Une mission de solidarité internationale

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Handicap International est co-lauréate du prix Nobel de la paix, en 1997, pour son action au sein de la Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel. Depuis 1999, l'organisation dispose du statut consultatif spécial auprès des Nations Unies.

En 2008, le prix Nansen salue le travail des démineurs réalisé dans les projets d'action contre les mines au Sud-Liban.

En 2011, le prix humanitaire Conrad N. Hilton est décerné à l'association pour l'ensemble de son engagement auprès des personnes handicapées vivant dans des situations de pauvreté, d'exclusion, de conflits ou des catastrophes naturelles.

Sa structuration sous forme de Fédération et d'associations nationales, unique dans la sphère humanitaire, lui permet de réaffirmer sa capacité à mobiliser des moyens humains et financiers pour une cause collective : la lutte contre les injustices faites aux populations les plus vulnérables.

Le Réseau Fédéral Handicap International

Créé en 2009, il regroupe la Fédération et huit Associations Nationales. La fondation HI créée en 2015 a intégré ce réseau.

La Fédération assure la cohésion du réseau, la cohérence d'action et la stratégie globale et porte la mise en œuvre des missions sociales communes au réseau fédéral.

L'ensemble des associations nationales assume des rôles et responsabilités similaires : contribuer au développement des actions sur le terrain en mobilisant les ressources nécessaires, représenter le réseau dans son pays d'implantation et participer aux instances de gouvernance de la Fédération.

Les Associations Nationales membres du réseau sont : France (1982, association fondatrice), Belgique (1986), Suisse (1996), Luxembourg (1997), Allemagne (1998), Royaume-Uni (1999), Canada (2003), et Etats-Unis (2006).

Chaque association membre est représentée au sein de l'Assemblée Générale de la Fédération, qui élit le Conseil d'Administration fédéral. L'association française, en tant que membre fondateur, occupe une place prépondérante dans la gouvernance de la Fédération.

Ce réseau fédéral permet à Handicap International de développer et de diversifier :

- ses ressources financières, institutionnelles et privées ;
- ses ressources humaines, par le recrutement de volontaires et de salariés expatriés ;
- ses compétences techniques, par l'apport de nouveaux savoir-faire.

Le mouvement Handicap International devient Humanité & Inclusion

A l'occasion de ses 35 ans, le mouvement mondial Handicap International a changé de nom pour devenir Humanité & Inclusion. Ce nouveau nom est basé sur l'affirmation d'une valeur centrale pour notre organisation, la valeur d'humanité. Il exprime également l'ambition qui motive nos actions depuis trente-cinq ans : l'inclusion des personnes handicapées et des populations vulnérables, trop souvent laissées pour compte.

Notre vision

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Notre mission

HI est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Notre mode d'intervention

Elle intervient aussi bien dans des contextes d'urgence, de post-urgence, de reconstruction, que de développement. Dès que cela est possible, HI travaille en partenariat avec les associations locales et les autorités du pays dans lequel elle intervient.

Les bénéficiaires

Dans 57 pays, HI agit auprès des populations exposées aux risques de maladies, de violences ou d'accidents invalidants, auprès des populations vulnérables et en particulier les personnes handicapées et les personnes vivant avec des maladies chroniques invalidantes, auprès des populations réfugiées ou sinistrées et auprès des populations exposées au danger des armes, munitions et engins explosifs.

Nos valeurs**Humanité**

La valeur d'humanité est le socle de notre action de solidarité. Nous considérons chaque personne, sans discrimination et reconnaissons à chacun sa dignité. Notre action est empreinte de respect, de bienveillance et d'humilité.

Inclusion

Nous promovons l'inclusion de chacun dans la société et la participation de tous, dans le respect de la diversité, de l'équité et des choix de chacun. Nous reconnaissons la différence comme une richesse.

Engagement

Nous nous engageons avec détermination, enthousiasme et audace, à développer des réponses adaptées, pragmatiques et innovantes. Nous agissons et mobilisons autour de nous pour combattre les injustices.

Intégrité

Nous agissons de manière indépendante, professionnelle, désintéressée et transparente.

Faits significatifs comptable de l'exercice

SAS AGORA DIGITALE

Le 24 février 2017, La fédération HI a créé avec la S.A.S Good Data une société par actions simplifiée (SAS) avec pour dénomination sociale : AGORA DIGITALE.

La société a pour objet, en France et à l'étranger, le développement d'une plateforme digitale de ressources gratuites ou payantes, comprenant informations, solutions, assistance, services et produits, pour assister des personnes handicapées ou à besoins particuliers et leur entourage à l'amélioration de leur vie quotidienne.

Le siège social est fixé au 138 avenues des frères lumières à Lyon 8^e.

Le capital social est fixé à la somme de deux cent cinquante mille (250.000) euros dont deux cent mille (200.000) euros pour la Fédération HI. Le capital a été libéré pour moitié à savoir cent mille (100. 000) euros pour la fédération HI et versé le 24 février 2017.

La SAS Agora Digitale n'a pas été encore activée en 2017.

Prêt Immobilier :

En novembre 2017, un remboursement anticipé du prêt de l'achat des nouveaux locaux de la fédération Lyon a été effectué afin de réduire de 5 ans sa durée.

Les Ecart de change

L'entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017 du règlement ANC 2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme a conduit à reclasser en résultat d'exploitation les impacts de change relatifs aux créances et dettes « commerciales », auparavant comptabilisés en résultat financier.

Concernant le réseau HI, les pertes (y compris latentes) et gains de change (y compris latentes) non relatifs aux comptes de trésorerie ont ainsi été reclassés en résultat d'exploitation. Aucune modification rétroactive n'a été effectuée de telle sorte que ce changement de méthode comptable a des impacts significatifs sur la présentation du compte de résultat (Cf : règles et méthodes comptables).

HIZY.ORG :

En Octobre 2017, l'Association Nationale France a lancé la plateforme digitale HIZY.ORG. Ce projet ambitieux et novateur, mené grâce au concours privilégié d'un de ses partenaires, la Fondation APRIL, vise à mettre en lien toutes les personnes concernées par le handicap, la maladie ou le grand âge. HIZY propose de l'information, des interfaces de partage d'expérience et des services spécialisés grâce à des partenariats de qualité. La plateforme hizy.org a été officiellement lancée le 6 octobre 2017, à l'occasion de la Journée nationale des aidants en France, et vient prendre ainsi le relais du magazine papier Déclic, dont le dernier numéro a été publié en Octobre 2017.

Périmètre et méthode de combinaison des comptes

La combinaison a porté sur les associations nationales suivantes :

- Handicap International Fédération
- Handicap International France
- Handicap International Allemagne
- Handicap International Canada
- Handicap International Luxembourg
- Handicap International Grande Bretagne
- Handicap International Suisse
- Handicap International Belgique
- Handicap International USA
- Fondation HI Suisse

Les comptes sociaux de chaque association nationale ont fait l'objet de certification par leur commissaire aux comptes respectifs.

Les Associations Nationales Handicap International sont des Organisations de Solidarité Internationale.

Leur objet est défini comme suit :

« Aider des personnes en situation de déficience ou de handicap quelles qu'en soient la nature et la cause, sur le territoire national et dans toutes les régions du globe. Il entre également dans l'objet de l'association de mettre en œuvre toute action de prévention des situations de handicap dans des domaines médicaux, scientifiques, sociaux, techniques et juridiques.

L'association pourra décider d'accorder son soutien humain, matériel et financier à d'autres expériences associatives, qu'elles soient françaises ou étrangères, dont l'activité permettrait la mise en œuvre d'actions communes pouvant aboutir à la réalisation de programmes pluridisciplinaires.

Enfin, l'association pourra rendre compte ou rendre publique toute situation qui serait contraire aux Droits de l'Homme. Elle pourra également s'associer à toute initiative semblable émanant d'un autre organisme. »

La combinaison a consisté à :

- Convertir les comptes sociaux, le bilan de chaque association nationale a été convertie aux taux Banque de France en date du 31 décembre 2017 et le compte de résultat au taux moyen annuel InfoEuro 2017.
- Cumuler les comptes sociaux de toutes les entités
- Eliminer les opérations réciproques,
- Homogénéiser les retraitements comptables des différentes entités selon le PCG appliqué dans les comptes de la Fédération Handicap International.

Les principes adoptés pour le retraitement des écarts résultant des différences de comptabilisation des charges et produits réciproques sont les suivants :

- Les charges transférées par une Association nationale et non comptabilisées par l'autre, en partie ou en totalité, sont portées dans les comptes de charges combinés,
- Les produits rétrocédés par une association nationale et non comptabilisés par l'autre, sont portés dans les comptes de produits combinés,
- Concernant les rétrocessions de financements affectés par les associations nationales étrangères aux programmes gérés par la Fédération, et en respect du principe de prudence, la méthode de retraitement adoptée est la suivante :
- lorsque la fédération a affecté et comptabilisé un financement inférieur, la différence de charge de l'association nationale étrangère a été régularisée,
- lorsque l'association nationale étrangère a affecté et rétrocédé un financement inférieur à celui comptabilisé par la fédération, la différence de produit comptabilisé par la fédération a été régularisée.

Mission de la Fédération

Pour l'ensemble du réseau fédéral, et de manière exclusive, la Fédération est chargée par ses membres, de la mise en œuvre opérationnelle des projets de solidarité internationale, ainsi qu'à l'échelon international du plaidoyer et de l'action politique, de l'élaboration de la stratégie pluriannuelle, de l'élaboration des politiques et règles de fonctionnement communes.

Mission des associations membres

Les Associations Nationales représentent Handicap International dans leur pays d'implantation et participent à la réalisation des objectifs du réseau fédéral. Elles mobilisent des ressources financières, techniques et humaines au bénéfice des programmes mise en œuvre par la Fédération, contribuent au développement de l'image et de la notoriété de Handicap International au travers d'actions de communication et de sensibilisation auprès du grand public, et portent les valeurs et les prises de position du réseau fédéral.

Fonctionnement

Un manuel de référence définit les règles de fonctionnement au sein du réseau, concernant les modalités de collaboration et de gestion financière.

Il définit notamment les règles et instances de régulation qui encadrent l'affectation des ressources financières collectées par les associations nationales (dons, financements publics et privés, etc.) et la mise en œuvre par la Fédération, des projets opérationnels qu'elles financent.

Principes comptables, méthodes d'évaluation

Tous ces retraitements sont à l'origine d'écarts sur les charges et produits combinés et ont, de ce fait, un impact non significatif sur le résultat de la combinaison.

Les comptes sociaux des associations nationales étrangères ont été établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans chaque pays et en cohérence avec les principes appliqués par la fédération, entité française.

Dans le cadre du respect de ces principes, nous avons retraité la subvention d'investissement de 276 K€ qui a été constituée par l'association nationale luxembourgeoise pour financer l'achat de locaux, celle-ci n'ayant pas pour base une subvention identifiée.

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables suivantes, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation :

- PCG 2014, règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014, et modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015,
- Adaptations prévues par le règlement CRC 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les comptes combinés sont exprimés en euros.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Elles correspondent principalement à des logiciels comptabilisés à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur une durée moyenne de trois ans.

Dans les immobilisations incorporelles, il est intégré le projet HIZY de l'Association nationale France pour un montant de 318K€.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur valeur vénale lorsque ces biens sont donnés gratuitement à l'association.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	6 à 40 ans
Agencements et aménagements des constructions	2 à 20 ans
Matériels et outillage	3 à 5 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Mobilier et matériel électroménager	4 à 10 ans
Matériel audiovisuel	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 7 ans

Pour les investissements réalisés à la fédération pour les programmes, le seuil de traitement en actif immobilisé est fixé à 1.500 euros, par investissement.

Les locaux acquis en 2001 par l'association nationale Luxembourg sont amortis en mode linéaire sur une durée de 25 ans.

Dans les immobilisations corporelles il est intégré l'achat des nouveaux locaux de Handicap International en France en date du 1^{er} juin 2014 pour un montant total de 8 M€ réparti pour 6.6 M€ en catégorie « construction » et 1.4 M€ en catégorie « terrain ». Cet immeuble est financé en parallèle par un emprunt bancaire de 8 M€.

En décembre 2017, la valeur nette comptable de ce poste construction est de 5.4 M€ pour l'entité fédérale.

Il est également intégré dans les immobilisations corporelles les travaux d'aménagement liés à l'achat de l'immeuble pour un montant de 3.2 M€. Ces travaux sont financés en parallèle par un emprunt de 3.2 M€.

74% de ce montant est intégré dans la catégorie Agencement pour 2.36 M€ avec une valeur nette comptable de 1.89M€ en décembre 2017.

En Novembre 2017, un remboursement anticipé de 2.40 M€ a été effectué pour diminué la durée de l'emprunt et donc l'intérêt d'emprunt à rembourser.

c) Immobilisations financières

Ce poste est constitué principalement des dépôts et cautionnements versés par :

-Le Siège d'Handicap International et les associations nationales pour un montant de 122 K€

-Les programmes à l'étranger d'Handicap International pour un montant de 547 K€.

d) Stocks

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks de produits finis, de marchandises et de matériaux sont valorisés au dernier prix d'achat connu. Compte-tenu de la faible évolution des prix d'achat, cette méthode est très proche de celle qui consiste à valoriser les stocks au coût moyen pondéré.

Le stock est constitué principalement d'un stock de kits d'urgence à la Fédération qui s'élève en 2017 à 465K€.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Font exception à cette règle, les stocks de fournitures et matériaux relatifs à des abris réalisés par l'association, mais destinées à être attribuées aux bénéficiaires à la fin du projet, de ce fait, ni la propriété, ni l'utilisation ne reviennent à l'association.

Par ailleurs, ces abris sont totalement financés par des bailleurs institutionnels. Ainsi, la totalité des dépenses relatives à ces constructions est enregistrée en charges et le financement correspondant en produits.

e) Créances et dettes

Ce poste est constitué par les créances et dettes auprès des bailleurs de fonds, clients, fournisseurs et autres tiers.

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Ce poste intègre également les avances de trésorerie consenties au profit des missions à l'étranger. Ainsi, le total mentionné à la rubrique « **Avances Missions** » correspond au montant existant en trésorerie à la date de clôture de l'exercice pour l'ensemble des programmes.

Bien que ce poste soit constitué par les liquidités disponibles dans chaque mission, ces sommes ne sont pas destinées à être récupérées par le siège de l'association mais seront justifiées par des dépenses futures et donc exclusivement utilisées dans le cadre de la mission.

La présentation dans ce poste de bilan traduit donc l'indisponibilité de ces sommes pour le siège de l'association.

Lorsque des opérations sont effectuées en devises, la méthode de conversion utilisée est la suivante :

- Les transferts effectués à l'étranger sont convertis selon le résultat du change effectué par la banque.
- L'ensemble des dépenses et recettes libellées en devise, font l'objet d'une conversion au taux InforEuro du mois de la dépense.

Les créances et dettes libellées en devises étrangères à la clôture de l'exercice sont converties sur la base du cours des devises en vigueur à la date de clôture.

L'écart de conversion en résultant est inscrit au bilan sous la rubrique « écart de conversion ».

Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques.

f) Financements

Ce sont des subventions attribuées par des bailleurs institutionnels d'origine publique et privée, et destinées à financer la mise en œuvre des missions sociales. Un accord de financements est établi entre l'association et le bailleur de fonds, qui définit la période de référence (inférieure, égale ou supérieure à un an), les activités financées et les obligations de justification des dépenses engagées dans la réalisation de ces activités.

La part du financement à comptabiliser en produits de l'exercice est déterminée :

- soit, par le rapport financier lorsque celui-ci est réalisé avant la clôture des comptes. Dans ce cas, la somme à affecter en produits correspond aux dépenses effectivement justifiées,
- soit, par une évaluation des dépenses engagées dans la période de référence du contrat, lorsque le rapport financier n'a pas été établi avant la clôture des comptes. Ceci est notamment le cas des financements pluriannuels.

Etant donné les délais d'instruction relativement longs concernant certaines demandes de financement, il arrive que, tout en ayant une confirmation de l'octroi du financement, elle ne soit pas matérialisée par une confirmation écrite (signature du contrat de financement ou décision d'accord établie par le bailleur des fonds).

Dans ce cas, le financement est constaté en produits à recevoir, mais une provision pour risques à la même hauteur, est comptabilisée en charges de l'exercice.

Enfin, la part du financement encaissée au cours de l'exercice, mais non utilisée, est comptabilisée en dettes au passif du bilan, ceci traduisant, soit le report sur l'exercice suivant, soit l'obligation de remboursement au bailleur lorsque le contrat arrive à terme dans l'exercice.

g) Subvention d'investissement

Ce poste est constitué par les financements reçus et utilisés pour l'acquisition d'immobilisations dans les missions sociales gérées par la Fédération et comptabilisées à l'actif du bilan. Ces financements ne sont alors pas comptabilisés en produit d'exploitation.

Ces subventions sont réintégrées au résultat de l'exercice selon le même rythme que l'amortissement des biens auxquels elles se rapportent.

Le profit ainsi constaté est inscrit en partie en produit d'exploitation qui vient compenser l'amortissement correspondant et en partie en produit exceptionnel qui vient compenser la charge exceptionnelle comptabilisée pour les immobilisations cédées ou sorties et non complètement amorties.

h) Fonds dédiés

Cette rubrique du passif enregistre, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des donateurs, mécènes ou légataires à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée dans l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ainsi, lorsque l'association reçoit, durant un exercice donné, des fonds affectés par le donateur à des actions précises des missions sociales et que ces fonds ne sont pas utilisés au cours de l'exercice, la ressource ainsi générée par ces fonds est annulée par une charge du même montant dans le compte de résultat et affectée en « fonds dédiés ».

L'utilisation de ces fonds durant les exercices suivants génère alors un produit dans le compte de résultat de chaque exercice concerné pour le montant effectivement consommé et donne lieu à une diminution du poste « fonds dédiés » au bilan pour la même valeur.

Les subventions provenant de bailleurs institutionnels, d'origine publique ou privée, encaissées mais non utilisées en totalité au cours de l'exercice, sont inscrites dans la rubrique « Bailleurs de fonds » au passif du bilan.

En effet, un financement n'est définitivement acquis pour l'association que lorsqu'il a été utilisé et justifié dans le respect du cadre contractuel qui gère les relations entre l'association et le bailleur.

Au cas contraire, ces sommes feront alors l'objet d'un remboursement au bailleur.

i) Régime fiscal

Les différentes associations nationales Handicap International bénéficient du statut d'association à but non lucratif et ne sont donc pas imposées sur l'excédent dégagé par leur exploitation.

Cependant, suite aux directives fiscales parues en 1998 et à l'étude effectuée par l'Administration française sur les activités développées par l'association nationale France, une partie accessoire de celles-ci a été assujettie aux impôts commerciaux à compter de l'exercice 2000, à ce titre, l'impôt sur les bénéfices lié à cette fiscalisation et comptabilisé en charge s'élève à 252.911 € pour l'année 2017.

La Fédération a quant à elle été assujettie sur les revenus des capitaux mobiliers pour 18.236€ en 2017.

j) Valorisation des contributions en nature

En conformité avec la réglementation comptable des associations, les contributions volontaires ont été inscrites en comptabilité en pied du Compte de résultat sous des rubriques spécifiques.

Le montant de ces contributions s'élève à 2 904 801 € pour cet exercice.

Les contributions relatives aux campagnes d'affichage et aux frais de publicité (spots radio, TV...) effectuées à titre gratuit au profit de l'association et non comptabilisées, s'élèvent quant à elles à 1.749.236 €.

Le montant des valorisations toujours liés aux campagnes d'affichage mais non valorisés dans nos comptes s'élève quant à elle à 1.380.513€ (pas de factures).

Elles sont assimilables à des financements du fait de leur volume et de leur impact pour l'association.

k) Legs à recevoir

Les legs constatés en produits sont ceux qui ont été encaissés dans l'année, soit 6.034.134 €

Le montant des legs, acceptés par l'association, autorisés par l'administration, mais non encore réalisés à la clôture de l'exercice, s'élève à 3.489.864 € pour l'association nationale France. Par prudence, cet encours n'est comptabilisé ni en produits, ni au bilan de l'exercice, il le sera une fois l'encaissement intervenu.

l) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont été évaluées en fonction des risques connus estimés à la date de clôture.

m) Engagements hors bilan

Seuls, les engagements hors bilan significatifs sont détaillés ci-après et concernent essentiellement la fédération et Handicap International France.

• Engagements donnés :

- L'évaluation des passifs sociaux latents relatifs aux programmes et correspondant aux indemnités acquises par les personnels locaux à la date de clôture et qui seraient à verser en cas de fermeture des programmes concernés s'élève à 3 906K€ pour la fédération Lyon.
- Suite à la dépréciation régulière du dollar observée sur le premier semestre 2017, HI a décidé de sécuriser une partie des besoins pour 2018 en garantissant à l'avance un cours de conversion. A ce titre, nous avons réalisé des opérations d'achats de dollars à terme (termes classiques et Flexiterme) en août 2017 pour un montant total de 3.695.500 dollars, dont 2.400.000 dollars contre euros et 1.295.500 dollars contre livres sterling. Ces opérations ont des durées de maturité s'étalant du 2 janvier 2018 au 15 décembre 2018.
- Les indemnités retraites acquises par les salariés des sièges présents à la date de clôture sont estimées à 301 K€ pour les salariés de la Fédération et 47 K€ pour les salariés de Handicap International France. Cet engagement n'a pas été constaté sous forme de provision.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

- **hypothèses économiques**
 - départs volontaires
 - taux d'actualisation : 1.5 %

- augmentation annuelle des salaires : 1 %
- taux de charges sociales : 45 %
- âge de départ à la retraite :
 - a. si le salarié a un âge inférieur ou égal à 45 ans, l'âge de départ à la retraite est de 67 ans
 - b. si le salarié a un âge supérieur à 45 ans, l'âge de départ à la retraite est de 62 ans

- **hypothèses démographiques**

- taux de rotation du personnel :
 - a. Si le salarié a un âge inférieur à 50 ans, selon le taux de rotation moyen par catégorie de salariés
 - b. Si le salarié a un âge supérieur ou égal à 50 ans, le taux de 0% de rotation de personnel.
- table de mortalité :
 - a. Si le salarié a un âge inférieur ou égal à 60 ans, selon la table de mortalité issue des données de l'INSEE,
 - b. Si le salarié a un âge supérieur à 60 ans, alors 100%.

- Engagements reçus :

- A l'Association Nationale France :

* Une caution de paiement à 1ère demande reçue du LCL, pour un montant de 194 834 euros, concernant un local à Paris.

- Prêt pour l'achat de l'immeuble : le remboursement est garanti par les suretés suivantes prises par actes séparés :

- Caution du département du Rhône à hauteur de 50%
- Caution de la ville de Lyon à hauteur de 50%

Les engagements détaillés ci-dessus, n'intègrent pas les engagements de l'ensemble du réseau d'Handicap International incluses dans le périmètre de consolidation. Ces informations ne concernent que le personnel d'Handicap International France et de la fédération.

n) Changement de méthode comptable

L'entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017 du règlement ANC 2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme a conduit à reclasser en résultat d'exploitation les impacts de change relatifs aux créances et dettes « commerciales », auparavant comptabilisés en résultat financier.

Concernant le réseau HI, les pertes (y compris latentes) et gains de change (y compris latentes) non relatifs aux comptes de trésorerie ont ainsi été reclassés en résultat d'exploitation. Aucune modification rétroactive n'a été effectuée de telle sorte que ce changement de méthode comptable a des impacts significatifs sur la présentation du compte de résultat.

	Perte de change			Gain de change		
	2016	2017	Variation	2016	2017	Variation
Résultat d'exploitation	602.254	1.801.372	1.199.118	614.018	1.091.743	477.725
<i>Dont Ecart Latents</i>	160.359	191.250	30.891	447.629	160.359	- 287.270
Résultat financiers	830.840	1.927.767	1.096.927	871.496	92.325	- 779.171

ANNEXES

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1.664.740		490.209
Terrains	1.400.000		
	<i>Dont composants</i>		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	7.451.894		
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels	1.359.719		469.877
Installations générales, agencements, aménagements	3.006.456		14.574
Matériel de transport	5.239.108		1.259.473
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2.209.425		163.793
Autres immobilisations corporelles	621.721		150.474
Immobilisations corporelles en cours	40.055		432.359
Avances et acomptes	19.179		290.919
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21.347.557		2.781.469
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	650		100.000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	579.820		255.864
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	580.470		355.864
TOTAL GENERAL	23.592.767		3.627.542

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		142.351	2.012.598	
Terrains			1.400.000	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			7.451.894	
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn., matériel et outillages industriels		117.489	1.712.107	
Installations générales, agencements divers		4.143	3.016.887	
Matériel de transport		669.435	5.829.146	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		132.316	2.240.902	
Emballages récupérables et divers		30.757	741.438	
Immobilisations corporelles en cours	164.706		307.708	
Avances et acomptes	234.213		75.885	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	398.919	954.140	22.775.967	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		0	100.650	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		162.418	673.265	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		162.419	773.915	
TOTAL GENERAL	398.919	1.258.909	25.562.481	

AMORTISSEMENTS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>fin d'exercice</i>
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1.426.888	89.420	142.351	1.373.957
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	1.366.908	371.415		1.738.322
Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	961.074	236.462	117.491	1.080.044
Installations générales, agencements et aménagements divers	668.049	164.998		833.047
Matériel de transport	3.672.084	753.048	605.204	3.819.928
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1.259.395	325.432	130.345	1.454.482
Autres immobilisations corporelles	422.147	93.887	21.846	494.188
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8.349.657	1.945.241	874.887	9.420.011
TOTAL GENERAL	9.776.544	2.034.661	1.017.238	10.793.968

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
<i>Rubriques</i>	<i>Dotations</i>			<i>Reprises</i>			<i>Mouvements amortissements fin exercice</i>
	<i>Différentiel de durée</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	<i>Différentiel de durée</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Autres immo							
CORPOREL.							
TOTAL							

<i>Charges réparties sur plusieurs exercices</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Dotations</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	160.359 2.395.754	191.250 1.293.377	160.359 685.926	191.251 3.003.206
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2.556.113	1.484.627	846.284	3.194.456
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	6.582 32.151	6.439	197 15.851	6.385 22.739
DEPRECIATIONS	38.733	6.439	16.048	29.124
TOTAL GENERAL	2.594.846	1.491.067	862.333	3.223.581
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		1.491.067 0	862.333	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

FONDS ASSOCIATIFS	Début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture d'exercice
Projets associatifs	28.546.356		848.894	27.697.462
Réserves statutaire	6.098			6.098
Autres réserves	306.476		30.648	275.828
Report à nouveau	3.278.726		295.752	2.982.974
Résultat de l'exercice	-1.223.304	-1.495.772	-1.223.303	-1.495.772
TOTAUX FONDS PROPRES	30.914.352	-1.495.772	-48.010	29.466.590
Subvention d'investissement	1.699.171	1.077.678	55.715	2.721.135
TOTAL DES FONDS ASSOCIATIFS	32.613.524	-418.093	7.705	32.187.726

VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

	Début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture d'exercice
Subventions missions	5.613.565	2.220.258	627.789	7.206.034
Autres subvention				
TOTAL SUBVENTIONS	5.613.565	2.220.258	627.789	7.206.034
(-) Quote part viré au compte de résultat	3.914.392	1.142.580	572.074	4.484.898
SUBVENTIONS NETTES	1.699.171	1.077.678	55.715	2.721.134

VARIATION DES FONDS DEDIES

	Début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture d'exercice
Nepal	488.944	202.178	488.944	202.178
Vietnam	26.730		26.730	
Maroc	21.000		21.000	
Madagascar		19.468		19.468
Cambodge		8.937		8.937
Kenya	7.112	320.011	7.112	320.011
Projet HIZY		45.000		45.000
	543.787	595.594	543.787	595.594

CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	673.765	5.000	668.765
Clients douteux ou litigieux	18.690	18.690	
Autres créances clients	1.294.857	1.294.857	
Bailleurs de fonds	17.122.391	17.122.391	
Personnel et comptes rattachés	57.268	57.268	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques	49.031	49.031	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : divers	322.000	322.000	
Groupe et associés	1.344	1.344	
Débiteurs divers	19.500.658	19.500.658	
Charges constatées d'avance	1.140.134	1.140.134	
TOTAL GENERAL	40.180.140	39.511.374	668.765
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an, -5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	5.135.488	903.768	3.882.064	349.656
Emprunts et dettes financières divers	49.819	49.819		
Fournisseurs et comptes rattachés	4.225.046	4.225.046		
Personnel et comptes rattachés	2.706.282	2.706.282		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2.964.018	2.964.018		
Etat : impôt sur les bénéfiques				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	86.531	86.531		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	264.318	264.318		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	378.612	378.612		
Groupe et associés	3.369	3.369		
Autres dettes	7.844.787	7.844.787		
Bailleurs de fonds	28.121.104	28.121.104		
Produits constatés d'avance	246.714	246.714		
TOTAL GENERAL	52.026.088	47.794.369	3.882.064	349.656
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	3.170.883			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

31/12/2017

PRODUITS A RECEVOIR	1.194.078,66
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	104.401,12
418000 Clients factures à établir	104.401,12
AUTRES CREANCES	1.043.265,54
409800 Fournisseurs Avoirs à recevoir	29.414,74
468700 Produits à recevoir	979.154,28
468710 Dons à recevoir	34.696,52
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS	46.412,00
518700 Intérêts courus à recevoir	46.412,00
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	1.194.078,66

DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2017

CHARGES A PAYER	11.109.381,05
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	35.573,00
168800 Intérêts courus sur emprunts	35.573,00
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	1.212.173,22
408000 Fournisseurs factures non parvenues	1.212.173,22
DETTES SUR IMMOBILISATIONS	233.661,82
408400 Fourniss. fact.non parvenues s/ immo.	233.661,82
AUTRES DETTES	10.035,50
419800 Clients Avoirs à établir	10.035,50
DETTES FISCALES ET SOCIALES	3.399.075,31
428000 Personnel charges à payer	54.264,68
428200 Personnel congés à payer	1.833.342,26
428600 Personnel RTT à payer	58.845,24
428610 Personnel CET à payer	416.517,45
428620 Personnel IPE à payer	97.175,65
438000 Organismes sociaux charges à payer	26.566,64
438200 Charges sociales s/ congés à payer	535.306,97
438400 Charges sociale s/ RTT à payer	28.393,69
438610 Charges sociales s/ CET à payer	197.160,74
438620 Charges sociales s/ IPE à payer	45.470,21
448200 Charges fiscales s/ congés à payer	72.293,67
448300 Charges fiscales s/ RTT à payer	3.843,66
448610 Charges fiscales s/ CET à payer	23.758,24
448620 Charges fiscales s/ IPE à payer	6.136,21
AUTRES DETTES	6.218.862,20
468600 Charges à payer Siège	161.717,37
468610 Charges à payer Terrain	6.057.144,83
TOTAL DES CHARGES A PAYER	11.109.381,05

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2017

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1.140.133,92
EXPLOITATION	1.140.133,92
486000 Dépenses Siège	311.061,23
486010 Dépenses Terrain	588.675,59
486020 Dépenses Mailing	240.397,10
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(246.714,00)
EXPLOITATION	(246.714,00)
487000 Produits constatés d'avance	(246.714,00)
TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	893.419,92

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

<i>Nature des charges</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Dotations financières aux amortissements et provision		
- Dotations aux prov.pour dépréciation des créances sur participation		
- Dotations aux prov. pour risques et charges financières		160.359
- Dotations aux prov. pour dépréciation des V.M.P.		
Intérêts et charges assimilées		
- Intérêts sur emprunts	347.651	256.881
- Intérêts bancaires	6.272	897
- Perte sur créances liées à des participations		
Différences négatives de change	1.927.767	1.272.735
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL	2.281.690	1.690.872

<i>Nature des produits</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts comptes bancaires	85.041	130.679
- Revenus de titres de placements	262	
- Revenus des prêts		
Reprises sur provisions et transfert de charges		
- reprise sur provision pour risques et charges financières		447.629
- Reprise sur provision pour dépréciation V.M.P.		
- Reprise sur provision pour dépréciation immo financiere		
Différences positives de change	92.325	1.037.885
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL	177.628	1.616.193

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

<i>Nature des charges</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Sur opérations de gestion		
- Financements sur exercices antérieurs	53.281	158.629
- Transfert soutien HIB		
- Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	52.452	600.442
- Créances devenues irrécouvrables		
- Charges exceptionnelles sur restructuration		
Sur opérations en capital		
- Valeur nette des éléments d'actifs cédés	75.943	28.397
Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels		20.470
TOTAL	181.676	807.938

<i>Nature des produits</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Sur opérations de gestion		
- Financements sur exercices précédents	1.637	1.400
- Produits sur exercices antérieurs		
- Autres produits exceptionnels sur opération de gestion	41.957	43.590
Sur opérations en capital		
- Produits de cession d'éléments d'actifs	78.495	814.547
- Quote-part des subventions virée au compte de résultat		
Reprise sur provisions pour risques et charges exceptionnels		384.000
TOTAL	122.088	1.243.537

Ventilation des Effectifs de l'Association - Réseau Fédéral 2017

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunéré directement par l'association

Par personnel mis à disposition, on entend personnel détaché ou prêté par l'association

Effectif Moyen	2017
Permanents Sièges :	415,3
Salariés siège du Réseau Fédéral Handicap International	408,8
Expatriés affectés siège Fédération Handicap International	6,5
Personnel Missions :	344,8
Volontaires affectés Programmes	11,2
Salariés affectés Programmes	38,2
Salariés Expatriés affectés Programmes	295,5
TOTAL	760,1

Ces effectifs sont calculés en équivalent temps plein.

Compte Emplois - Ressources

RESEAU HI

en milliers d'euros

Compte d'emploi des ressources - 2017

EMPLOIS	Emplois de 2017 = compte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2017 (3)	RESSOURCES	Ressources collectées sur 2017 = compte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2017 (4)
			REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		15.543,8
1- *MISSIONS SOCIALES			1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	56.135,1	56.135,1
1.1. Réalisées au niveau national	145.240,1 7.500,5	36.462,5 5.509,2	1.1.1. Dons et legs collectés	50.335,9	50.335,9
			- Dons manuels non affectés	38.697,3	
			- Dons manuels affectés	5.604,4	
			- Legs et autres libéralités non affectés	5.840,7	
			- Legs et autres libéralités affectés	193,4	
1.2. Réalisées à l'étranger	137.739,6	30.953,2	1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	5.799,2	5.799,2
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	18.856,8	18.727,0			
2.2. Charges liées à la recherche des subventions et autres concours & publics, et des autres fonds privés	17.367,2				
2.3.	1.489,7				
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	11.912,2	1.509,1			
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	176.009,1	56.698,6	2- AUTRES FONDS PRIVES	12.267,2	
			3- SUBVENTIONS & AUTRES CONCOURS PUBLICS	104.821,1	
			4- AUTRES PRODUITS	2.222,2	
II- DOTATIONS AUX PROVISIONS	1.742,8		TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	175.445,5	
III- ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	595,6		II- REPRISES DES PROVISIONS	862,3	
			REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	543,8	
			VARIATION DES FONDS DEBIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		
			(cf. tableau des fonds dédiés)		
IV- EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	0,0		V- INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	1.495,8	-51,8
V- TOTAL GENERAL	178.347,4		VI - TOTAL GENERAL	178.347,4	71.627,1
Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		3.725,6			
Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		-963,4			
VII- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		59.460,8	Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		-59.460,8
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		12.166,2

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Missions sociales	688,9	Bénévolet	41,4
Frais de recherche de fonds	1.774,0	Prestations en nature	2.585,3
Frais de fonctionnement et autres charges	441,9	Dons en nature	278,1
Total	2.904,8	Total	2.904,8

2017 - COMBINAISON RESEAU HI

Détail des valorisations par secteurs d'activités (en milliers d'euros)

EMPLOIS - EVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE		2017	2016
MISSIONS SOCIALES		688,9	350,9
Réalisées à l'étranger		43,1	36,3
Dépenses de mise en œuvre		43,1	3,5
Contribution en nature		11,2	3,5
Personnel bénévole		31,9	0,0
Gestion des missions à l'étranger		0,0	32,8
Personnel bénévole		0,0	32,8
Réalisées au niveau national		645,8	314,6
Contribution en nature		16,1	63,8
Mise à disposition de matériel/véhicules		6,3	1,0
Prestations gratuites		623,4	247,7
Personnel bénévole		0,0	2,0
Mise à disposition du personnel		0,0	0,0
FRAIS DE RECHERCHE DES FONDS		1.774,0	1.375,1
Frais d'appel à la générosité publique		1.739,4	1.309,9
Frais de collecte des dons et parrainages		12,8	51,7
Prestations gratuites		0,0	0,0
Personnel bénévole		12,8	51,7
Frais relatifs à d'autres formes d'appel		1.726,6	1.258,2
Contribution en nature		250,8	55,3
Prestations gratuites		1.474,0	1.195,3
Mise à disposition de matériel/véhicules		0,0	0,0
Personnel bénévole		1,8	7,6
Frais de recherche de subventions publiques et privés & autres concours publics		34,6	65,2
Prestations gratuites		34,6	65,2
Mise à disposition du personnel		0,0	0,0
Mise à disposition de matériel/véhicules		0,0	0,0
FRAIS DE FONCTIONNEMENT		441,9	238,2
Frais d'information et de communication		110,1	149,9
Prestations gratuites		105,9	143,1
Personnel bénévole		4,1	6,8
Services généraux et charges diverses		331,8	88,2
Contribution en nature		0,0	61,2
Prestations gratuites		322,3	18,2
Personnel bénévole		9,5	8,8
TOTAL EMPLOIS		2.904,8	1.964,2

RESSOURCES - EVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE	2017	2016
Contribution en nature & services	1.155,6	715,0
Dons en nature	0,0	0,0
Contribution Organismes publics	0,0	0,0
Contribution Organismes privés	1.749,2	1.249,2
TOTAL RESSOURCES	2.904,8	1.964,2

Règles et méthodes comptables d'établissement du Compte d'emplois-ressources

La Fédération HI est une Organisation de Solidarité Internationale créée en France, en septembre 2009, avec un statut d'association loi 1901.

Le mouvement Handicap International devient Humanité & Inclusion

A l'occasion de ses 35 ans, le mouvement mondial Handicap International a changé de nom pour devenir Humanité & Inclusion. Ce nouveau nom est basé sur l'affirmation d'une valeur centrale pour notre organisation, la valeur d'humanité. Il exprime également l'ambition qui motive nos actions depuis trente-cinq ans : l'inclusion des personnes handicapées et des populations vulnérables, trop souvent laissées pour compte.

Notre vision

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Notre mission

HI est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Notre mode d'intervention

Elle intervient aussi bien dans des contextes d'urgence, de post-urgence, de reconstruction, que de développement. Dès que cela est possible, HI travaille en partenariat avec les associations locales et les autorités du pays dans lequel elle intervient.

Les bénéficiaires

Dans 57 pays, HI agit auprès des populations exposées aux risques de maladies, de violences ou d'accidents invalidants, auprès des populations vulnérables et en particulier les personnes handicapées et les personnes vivant avec des maladies chroniques invalidantes, auprès des populations réfugiées ou sinistrées et auprès des populations exposées au danger des armes, munitions et engins explosifs.

Nos valeurs

Humanité

La valeur d'humanité est le socle de notre action de solidarité. Nous considérons chaque personne, sans discrimination et reconnaissons à chacun sa dignité. Notre action est empreinte de respect, de bienveillance et d'humilité.

Inclusion

Nous promovons l'inclusion de chacun dans la société et la participation de tous, dans le respect de la diversité, de l'équité et des choix de chacun. Nous reconnaissons la différence comme une richesse.

Engagement

Nous nous engageons avec détermination, enthousiasme et audace, à développer des réponses adaptées, pragmatiques et innovantes. Nous agissons et mobilisons autour de nous pour combattre les injustices.

Intégrité

Nous agissons de manière indépendante, professionnelle, désintéressée et transparente.

1. Compte d'Emplois des Ressources et rubriques utilisées

Le Compte d'Emplois des Ressources (CER) combiné intègre l'ensemble des emplois et des ressources engagés par le Réseau HI, concernant les missions sociales réalisées à l'étranger aussi bien qu'au niveau national, dans les pays des associations constituant le réseau HI (principalement en France et en Belgique). Il est établi selon la réglementation relative au contrôle des opérations faisant appel à la générosité publique (décret n° 92-1011 du 17/9/92) et en conformité avec le CRC 2008-12, qui fixe la nouvelle réglementation comptable applicable au Compte d'Emplois des Ressources à compter de l'exercice 2009.

Il respecte le plan comptable applicable aux associations et fondations, qui préconise la constitution d'une provision pour charges, à hauteur des ressources dédiées aux programmes et non utilisées dans l'exercice. Cette provision matérialise ainsi l'obligation de l'association d'utiliser ces fonds conformément aux engagements pris auprès des donateurs.

Le CER combiné est établi par l'entité fédérale française, à partir des données analytiques de chaque entité du réseau. Lorsque les méthodes comptables des Associations Nationales étrangères diffèrent de la norme française, des retraitements sont alors effectués, afin de respecter la cohérence globale. C'est le cas notamment, des fonds dédiés gérés par l'association nationale belge.

2. Contenu des rubriques des Emplois

2.1. Imputation des coûts directs

Le montant de chacune des rubriques composant le Compte d'Emplois des Ressources est constitué par les coûts qui leur sont directement affectables dans la comptabilité analytique, et ceci lors de l'enregistrement des opérations en comptabilité générale.

- A cet effet, la comptabilité analytique de l'association permet notamment d'imputer toute opération à une rubrique budgétaire (ou centre de coût), aussi bien les charges que les produits. La nomenclature utilisée permet ainsi, d'identifier les différentes activités mises en œuvre par l'association, notamment les programmes sur le terrain et leurs projets,
- le rattachement de toute dépense à une ligne de financement, permettant la traçabilité de l'utilisation des fonds octroyés par les bailleurs des fonds institutionnels, ainsi que de toute autre ressource affectée aux différentes activités.

2.2. Affectation des coûts relatifs au personnel

Chaque rubrique intègre également les coûts des rémunérations des personnels correspondants à chaque activité : salariés aux sièges de chaque entité du réseau, expatriés (salariés et volontaires) et enfin, le personnel national recruté dans les différents pays d'intervention.

La base d'affectation, en ce qui concerne le personnel du siège, est constituée par le temps dédié à chaque activité, ceci en lien avec leurs descriptions de fonctions. Les clés de répartition ainsi déterminées sont appliquées sur le coût des salaires, incluant les charges sociales afférentes, en lien avec l'établissement de la paie.

Quant aux personnels expatriés (salariés et volontaires), l'imputation à chaque programme est réalisée sur la base des temps de missions passés sur le terrain en appliquant un coût moyen par mois de présence sur chaque programme, ceci en lien avec la gestion des contrats d'expatriation.

2.3. Répartition des frais généraux

Ces frais sont constitués par l'ensemble des charges externes à caractère général engagées par les entités du réseau HI, tels que les frais des locaux, des télécommunications, des assurances à caractère général, les frais informatiques, les fournitures et consommables administratifs, ainsi que l'amortissement de son parc immobilisé.

De par leur nature, ces frais ne peuvent donc pas être imputés directement à chaque activité. C'est pourquoi, l'ensemble de ces frais est réparti entre les différentes activités (missions sociales, recherche des fonds et fonctionnement général), au prorata des temps dédiés par le personnel aux différentes activités.

Le total des frais généraux, soit 5.08 M€, est réparti comme suit :

- 2.33 M€ (soit 46%) sur le pilotage et services d'appui des actions sur le terrain,
- 0.07 M€ (soit 1%) sur la Fondation HI,
- 0.36 M€ (soit 7%) sur les actions d'Education au développement, la Campagne Internationale Contre les Mines Antipersonnel et les Bombes A Sous-Munitions, le plaidoyer pour réduire l'impact des armes explosives sur les populations civiles (EWIPA), les actions de sensibilisation et mobilisation pour les droits et l'intégration des personnes handicapées
- 0.89 M€ (soit 18%) sur les activités de recherche des fonds,
- 1.43 M€ (soit 28%) sur les frais de fonctionnement.

2.4. Les Missions sociales

2.4.1. Les emplois des missions sociales à l'étranger, soit 137.74 M€, sont constitués :

- 120.47 M€ des dépenses directes engagés sur le terrain dans la mise en œuvre,
- 15.83 M€ des frais de gestion des missions,
- 1.44 M€ des autres frais et charges exceptionnelles

Les frais de gestion des missions à l'étranger concernent :

- Le pilotage et services supports (comptabilité, contrôle de gestion, logistique) des programmes de développement, des actions mines et d'urgence dont le total s'élève à 4.67 M€,
- Le recrutement des personnels expatriés, leur gestion sociale, ainsi que les frais de formation au départ et continue, pour 2.14 M€,
- Les ressources et coordinations techniques et suivi des missions, pour un total de 9.02 M€.

Les frais et charges exceptionnelles concernant les actions à l'étranger, dont le total s'élève à 1.39 M€, sont constitués principalement de :

- 1 212 K€ de pertes de change sur les devises, dues à la fluctuation du marché de changes et à la dévaluation des devises nationales. Ces pertes de change sont compensées par des gains de change (292 K€). L'impact net est donc de (-920 K€). HI est naturellement exposé aux effets de change de par la structure de ses ressources (financements institutionnels en devises) et de ses dépenses (56 devises utilisées dans la mise en œuvre des missions réalisées à l'étranger). En 2017, les effets de change, particulièrement la dépréciation du dollar américain, ont pesé significativement sur les résultats de toutes les organisations exposées à l'international.

- 183 K€ de dépenses engagées dans le cadre de la fermeture des projets.

2.4.2. Les missions sociales réalisées au niveau national par les Associations Nationales du réseau, dont le total s'élève à 7.5 M€, intègrent entre autres:

- le magazine « Déclic, familles et handicaps » remplacé en octobre 2017 par la Plateforme Hazy,
- la Campagne internationale contre les mines anti-personnel et bombes à sous-munitions (BASM),
- le plaidoyer pour réduire l'impact des armes explosives sur les populations civiles (EWIPA),
- les actions de sensibilisation et mobilisation du réseau HI, pour les droits et l'intégration des personnes handicapées,
- la Fondation HI, en charge des enjeux éthiques, du positionnement et du partage d'expériences et enfin, des projets d'étude et de développement des nouvelles actions, et de capitalisation des savoirs faire.

En effet, les coûts engagés dans les actions d'éducation au développement, en conformité avec l'objet associatif et la définition de la mission sociale du réseau HI, sont classés dans les « Missions sociales ». C'est le cas, notamment, des coûts engagés par l'association dans la mobilisation du grand public, dans le cadre de la campagne contre la fabrication et l'utilisation des mines antipersonnel et de la campagne EWIPA.

Ainsi, 2.65 M€ des coûts engagés par l'Association Nationale France dans le cadre de l'appel aux dons, mais relatifs à des actions de sensibilisation du grand public et à des campagnes publiques de pression auprès des autorités réalisées au sein de la Campagne internationale contre les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions (BASM) et de la campagne EWIPA, pour réduire l'impact des armes explosives sur les populations civiles, sont imputés dans cette rubrique pour 2017.

Le total des frais engagés par le réseau au titre de ces campagnes, soit 4.11 M€, est financé par des fonds publics et privés, à hauteur de 0.53 M€.

Par ailleurs, 303 K€ de frais engagés dans la sensibilisation et mobilisation du grand public, au travers des diverses actions de communication telles que des journaux et expositions, sont rattachés à la sensibilisation et mobilisation pour l'intégration des personnes handicapées. Le total des frais engagés au titre de l'éducation au développement et sensibilisation pour l'intégration des personnes handicapées est de 714 K€.

2.5. Les frais de recherche des fonds

Le total des frais engagés dans l'appel à la générosité publique s'élève à 17.37 M€.

Dans ce total, 12.99 M€ correspondent aux frais de collecte des dons et legs, dont 11.71 M€ concernent les frais directs des opérations de collecte (publipostage, internet, couponing pour l'essentiel), et 1.2 M€ les frais de gestion des donateurs (encaissement des dons et envoi des reçus fiscaux).

Les frais d'appel à la générosité publique, intègrent également 4.38 M€ d'autres frais de collecte, dont l'essentiel est constitué par des coûts engagés par l'Association Nationale France pour des actions de vente des produits solidaires, soit 2.36 M€. L'impôt sur les sociétés relatif à cette activité (358 K€), est imputé dans cette rubrique.

Enfin, 1.49 M€ sont engagés dans les frais d'obtention et gestion des contrats des financements institutionnels, aussi bien d'origine publique, que ceux provenant des fondations et du mécénat d'entreprise. Cette gestion est assurée par le même service dans chacune des entités du réseau, de ce fait, la dissociation de ce coût, tel que le nouveau CER l'exige, n'est pas possible.

2.6. Les frais de fonctionnement

Ils sont composés des services généraux de chaque entité du réseau tels que, la gestion du système d'information, la comptabilité, la trésorerie, l'accueil, la gestion du personnel du siège et la gestion des locaux et des équipements. Leur coût s'élève à 7.92 M€. Ces frais intègrent également les coûts de la direction générale et les instances législatives.

Cette rubrique intègre également, les frais d'information grand public pour un total de 2.84 M€.

3. Les Ressources

Le total des ressources du réseau HI, avant reprises des provisions et fonds dédiés reportés, s'élève à 175.45 M€.

3.1. Les ressources collectées auprès du public

Le total des ressources collectées auprès du public en 2017, s'élève à 56.14 M€ et se décompose comme suit :

- 50.34 M€ de dons, parrainages et legs collectés par le réseau HI,
- 4.17 M€ issus des produits des ventes solidaires ou des produits partagés essentiellement issus de l'Association Nationale France,
- 1.63 M€ d'autres appels à la générosité du public.

3.2. Autres fonds privés

Le total de cette rubrique, soit 12.27 M€, intègre 9.9 M€ venant d'autres organismes privés étrangers et nationaux 0.74 M€ provenant du mécénat d'entreprise et 1.66 M€ d'autres produits d'origine privée.

3.3. Subventions et autres concours publics

Le total des concours publics affecté en produits s'élève à 104.82 M€, est composé pour l'essentiel de :

- 42.86 M€ provenant des organismes internationaux, notamment l'Union Européenne et les Nations Unies,
- 61.94 M€ des subventions publiques d'origine gouvernementale.

3.4. Le « forfait administratif » octroyé par les bailleurs institutionnels

Les bailleurs institutionnels, aussi bien publics que privés, octroient une contribution forfaitaire destinée à financer les frais de fonctionnement de l'association. A ces frais peuvent s'ajouter, ceux relatifs au pilotage et aux services support, lorsque ces coûts ne sont pas éligibles au titre des dépenses directes de mise en œuvre des actions. Cette contribution s'élève à 8.93 M€ pour l'ensemble du réseau.

Ce forfait vient financer partiellement les frais de fonctionnement dont le total s'élève à 10.76 M€.

4. Le suivi des ressources collectées auprès du public

La nouvelle présentation du CER met bien en évidence l'effet levier des fonds issus de la générosité du public sur l'obtention de financements sollicités auprès des bailleurs institutionnels. C'est la combinaison équilibrée de ces deux ressources qui permet à HI de financer ses programmes à travers le monde, préserver son indépendance et pérenniser son action.

4.1. Calcul du report initial des ressources collectées auprès du public

Le report initial combiné des ressources provenant du public et non utilisées au 1^{er} janvier 2017, s'élevait à 15.54 M€.

4.2. L'utilisation des ressources provenant du grand public

Les ressources collectées auprès du public par le réseau, en 2017, s'élèvent à 56.14 M€.

Ce montant, additionné au solde initial (soit 15.54 M€) et à la variation des fonds dédiés (-0.05 M€), constitue le total des ressources provenant du public, disponible pour financer les emplois de l'exercice, soit 71.63 M€.

L'utilisation de ces ressources, pour chacune des rubriques du CER, est calculée par différence entre le total des emplois et les autres ressources affectées (hors ressources provenant du public), sur la base de la comptabilité analytique. Le montant total utilisé s'établit ainsi à 59.46 M€.

Au 31 décembre 2017, le solde final des ressources collectées auprès du public et non utilisées, s'élève à 12.17 M€

4.3. La collecte, levier pour obtenir des fonds institutionnels auprès des bailleurs

Ces deux sources sont en effet interdépendantes, car les bailleurs n'accordent habituellement des financements qu'aux associations qui démontrent leur capacité de cofinancer une partie significative des projets concernés. La solidité financière d'une association est donc un gage de crédibilité, de sérieux et de viabilité. Les fonds associatifs de HI se montent, fin 2017 à 32.19 M€ dont 12.17 M€ de collecte non-utilisée. Outre la nécessaire crédibilité, ils constituent une sécurité financière pour faire face aux variations de ressources et permettant ainsi de préserver les missions sociales. Ils permettent enfin d'avancer aux programmes sur le terrain la trésorerie indispensable à la mise en œuvre des actions en attendant les versements des bailleurs.

Chaque euro collecté auprès du public donne davantage de poids et d'argument à l'association pour solliciter et obtenir des fonds. Pour chaque euro investi dans la collecte, le réseau HI obtient 3.46 €¹ nets grâce à la générosité des donateurs.

Ainsi, chaque euro collecté auprès du public donne davantage de poids et d'arguments à l'association pour solliciter et obtenir des fonds, et se comporte ainsi comme un levier.

¹ Dans ce ratio, l'impact des activités de commerce solidaire (4,164 K€ issus du produit des ventes du commerce solidaire, 2,347 K€ des coûts directs intégrés dans la rubrique « frais de recherche de fonds » et 60 K€ de frais de fonctionnement) n'est pas pris en compte.

5. Valorisations des apports en nature et gratuités

Les valorisations des contributions en nature et des apports des bénévoles dont l'association a bénéficié en 2017, sont intégrées en pied du Compte de Résultat en comptabilité générale et du Compte d'Emplois des Ressources.

Le total des valorisations pour 2017 s'élève à 2.90 M€ contre 1.96 M€ en 2016.

Elles concernent pour 1.77 M€ les frais de recherche des fonds, principalement les campagnes médias des ventes des produits partagés, ainsi que les emplacements d'affichage relatifs à la campagne annuelle, 0.69 M€ les missions sociales et le solde 0.44 M€, les frais de fonctionnement.

**Evolution des emplois
et des ressources**

Détail des emplois 2017

en milliers d'euros

EMPLOIS	2017	2016
MISSIONS SOCIALES	145.240,1	120.718,2
Réalisées à l'étranger	136.297,9	112.029,9
Dépenses de mise en œuvre	120.471,6	97.398,9
Investissements	1.146,9	933,3
Achats des consommables et fournitures	13.311,4	12.127,8
Autres frais et charges externes	24.674,6	22.599,5
Impôts et taxes	365,2	374,3
Frais de personnel	46.347,8	40.597,9
Partenariat et autres charges de gestion	32.777,8	19.752,2
Divers frais de mise en oeuvre	1.848,0	1.013,8
Gestion des missions à l'étranger	15.826,3	14.631,0
Pilotage des programmes	4.669,5	4.593,3
Gestion des ressources humaines expatriés	2.141,1	2.180,6
Coordinations des ressources techniques et services d'appui	9.015,7	7.857,1
Réalisées au niveau national	7.500,5	7.804,3
Fondation HI	411,9	360,9
Journal "Déclic, familles et Handicaps" / Plateforme Hizy	792,4	573,8
Campagne Internationale pour interdire les Mines et les BASM / Campagne EWIPA	4.111,8	4.725,9
Education / sensibilisation aux droits des personnes handicapées	713,8	611,1
Autres activités programmes du siège	1.470,5	1.532,6
Autres frais et charges exceptionnelles des programmes	1.441,7	884,1
FRAIS DE RECHERCHE DES FONDS	18.856,8	18.623,6
Frais d'appel à la générosité publique	17.367,2	17.246,4
Frais de collecte des dons et parrainages	12.986,4	12.684,8
Frais de prospection et fidélisation	11.709,2	11.482,0
Frais de gestion des donateurs et parrains	1.277,2	1.202,7
Frais relatifs à d'autres formes d'appel	4.380,7	4.561,6
Produits partagés et Ventes artisanat	2.356,5	2.156,1
Autres formes d'appel	2.024,3	2.405,6
Frais de recherche de subventions publiques et privés & autres concours publics	1.489,7	1.377,3
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	11.912,2	11.268,6
Frais d'information et de communication	2.835,1	2.865,5
Services généraux et charges diverses	9.077,1	8.403,2
TOTAL D'EMPLOIS DE L'EXERCICE	176.009,1	150.610,5
Dotations aux provisions	1.742,8	926,5
Engagements à réaliser sur ressources affectées	595,6	543,8
TOTAL DES EMPLOIS	178.347,4	152.080,8

Détail des ressources 2017

en milliers d'euros

RESSOURCES	2017	2016
Report des ressources collectées auprès du public, non affectées et non utilisées en début d'exercice (T1)	15.543,8	17.313,5
RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	56.135,1	55.730,4
Dons et legs collectés	50.335,9	50.958,9
Dons manuels non affectés	38.697,3	37.286,9
Dons manuels et parrainages affectés	5.604,4	8.218,7
Legs et autres libéralités non affectés	5.840,7	5.452,8
Legs et autres libéralités affectés	193,4	0,4
Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	5.799,2	4.771,5
Produits des ventes et produits partages	4.168,3	3.581,6
Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	1.631,0	1.189,9
AUTRES FONDS PRIVES	12.267,2	7.008,3
Organismes privés nationaux	774,4	4.294,5
Autres organismes privés	9.093,1	1.404,7
Mécénats d'entreprise	742,5	335,1
Autres produits d'origine privée	1.657,2	974,0
SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	104.821,1	83.132,4
Organismes Internationaux	42.860,4	30.373,7
Union européenne	30.538,1	22.318,5
Nations Unies	11.372,5	7.262,7
Autres financements internationaux	949,8	792,5
Organismes publics	61.937,5	52.708,9
Organismes publics nationaux	57.699,3	48.106,1
Organismes publics étrangers	4.238,2	4.602,7
Subventions d'exploitation	9,5	31,5
Financements exercice antérieur	13,7	18,3
AUTRES PRODUITS	2.222,2	2.674,4
Produits financiers	1.111,0	1.168,5
Autres produits de gestion	1.111,2	1.505,9
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	175.445,5	148.545,5
Reprises des provisions	862,3	1.120,9
Fonds dédiés reportés depuis l'exercice précédent	543,8	1.191,0
TOTAL DES RESSOURCES	176.851,7	150.857,5

**Suivi des fonds de la
générosité du public**

RESEAU HI

SUIVI DES FONDS PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC

en milliers d'euros

Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées	2017	2016	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées	2017	2016
			REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE	15.543,8	17.313,5
1- MISSIONS SOCIALES	36.462,5	36.156,5	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	56.135,1	55.730,4
1.1. Réalisées au niveau national	5.509,2	5.651,8	1.1. Dons et legs collectés	50.335,9	50.958,9
1.2. Réalisées à l'étranger	30.953,2	30.504,7	1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	5.799,2	4.771,5
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	18.727,0	18.296,0			
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1.509,1	3.342,8			
			IV- VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC	-51,8	647,2
I- TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	56.698,6	57.795,4	I- TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	56.083,3	56.377,7
V- Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public	3.725,6	1.271,2			
VI- Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public	-963,4	-919,2			
VII- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	59.460,8	58.147,4	Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	-59.460,8	-58.147,4
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE	12.166,2	15.543,8

**DETAIL DES FINANCEMENTS
BAILLEURS**

Financier Donor	Pays	Country	Affectation devise Allocation currency	Dev. Cur.	Affectation Euro Allocation Euro
Total fonds institutionnels publics et privés / Total public and private funds :			115.030.540,93		
Fonds publics internationaux / International publics funds :			43.211.059,49		
Commission Européenne / European Commission			30.787.354,89		
Commission Européenne / European Commission - ECHO			15.679.705,22		
ECHO	Tchad	Tchad	209.744,54	EUR	209.744,54
ECHO	Inde	India	210,90	EUR	210,90
ECHO	Tchad	Tchad	128.995,41	EUR	128.995,41
ECHO	Mali	Mali	28.067,95	EUR	28.067,95
ECHO	Nord Soudan	North Sudan	181.152,63	EUR	181.152,63
ECHO	Afghanistan	Afghanistan	310.324,92	EUR	310.324,92
ECHO	Sri Lanka	Sri Lanka	-0,25	EUR	-0,25
ECHO	Yemen	Yemen	8.772,70	EUR	8.772,70
ECHO	Myanmar	Birmaniam	89.247,18	EUR	89.247,18
ECHO	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.447.923,83	EUR	1.447.923,83
ECHO	Irak	Irak	1.331.189,40	EUR	1.331.189,40
ECHO	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.748.104,74	EUR	1.748.104,74
ECHO	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.044.990,47	EUR	1.044.990,47
ECHO	Sri Lanka	Sri Lanka	18.061,68	EUR	18.061,68
ECHO	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.617.973,55	EUR	1.617.973,55
ECHO	Libye	Libya	452.009,66	EUR	452.009,66
ECHO	Crise Syrienne	Syrian Crisis	537.884,27	EUR	537.884,27
ECHO	Bangladesh	Bangladesh	140.933,00	EUR	140.933,00
ECHO	Nord Soudan	North Sudan	507.404,38	EUR	507.404,38
ECHO	Ethiopie	Ethiopia	83.433,50	EUR	83.433,50
ECHO	Afghanistan	Afghanistan	172.194,00	EUR	172.194,00
ECHO	Algérie	Algeria	32.024,22	EUR	32.024,22
ECHO	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	293.029,00	EUR	293.029,00
ECHO	Océan Indien / Madagascar	Indian ocean / Madagascar	93.647,00	EUR	93.647,00
ECHO	Ethiopie	Ethiopia	198.060,27	EUR	198.060,27
ECHO	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	510.408,00	EUR	510.408,00
ECHO	Irak	Irak	1.096.600,07	EUR	1.096.600,07
ECHO	Pakistan	Pakistan	13.393,00	EUR	13.393,00
ECHO	Other	Other	3.848,09	EUR	3.848,09
ECHO	Afghanistan	Afghanistan	153.356,00	EUR	153.356,00
ECHO	Yemen	Yemen	462.928,12	EUR	462.928,12
ECHO	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	8.242,23	EUR	8.242,23
ECHO	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.924.735,68	EUR	1.924.735,68
ECHO	Libye	Libya	27.251,21	EUR	27.251,21
ECHO	Cuba	Cuba	10.065,15	EUR	10.065,15
ECHO	RD Congo	RD Congo	72.570,51	EUR	72.570,51
ECHO via AVSF	Mali	Mali	420.123,72	EUR	420.123,72
ECHO via CARE	Népal	Nepal	173.888,47	EUR	173.888,47
ECHO via COOPI	Tchad	Tchad	55.357,00	EUR	55.357,00
ECHO via DRC	Irak	Irak	2.090,27	EUR	2.090,27
ECHO via ISLAMIC RELIEF	Bangladesh	Bangladesh	28.875,96	EUR	28.875,96
ECHO via NARRI	Bangladesh	Bangladesh	1,46	EUR	1,46
ECHO via OXFAM	Haiti	Haiti	2.722,33	EUR	2.722,33
ECHO via WHO	Népal	Nepal	37.869,00	EUR	37.869,00

Financier Donor	Pays	Country	Affectation devise Allocation currency	Dev. Cur.	Affectation Euro Allocation Euro
Commission Européenne / European Commission - EUROPEAID/ DEV CO					15.065.198,66
DEVCO/EUROPEAID	Cambodge	Cambodia	1.793,21	EUR	1.793,21
DEVCO/EUROPEAID	Irak	Irak	131.473,65	EUR	131.473,65
DEVCO/EUROPEAID	Togo - Bénin	Togo - Ghana	95.239,67	EUR	95.239,67
DEVCO/EUROPEAID	Mozambique	Mozambique	162.627,34	EUR	162.627,34
DEVCO/EUROPEAID	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	126.015,50	EUR	126.015,50
DEVCO/EUROPEAID	Togo - Bénin	Togo - Ghana	33.030,53	EUR	33.030,53
DEVCO/EUROPEAID	Burundi	Burundi	15.208,88	EUR	15.208,88
DEVCO/EUROPEAID	Nord Soudan	North Sudan	438.701,70	EUR	438.701,70
DEVCO/EUROPEAID	Kenya	Kenya	204.394,33	EUR	204.394,33
DEVCO/EUROPEAID	Maghreb	Morocco - Tunisia	198.673,36	EUR	198.673,36
DEVCO/EUROPEAID	Myanmar	Birmaniam	182.493,15	EUR	182.493,15
DEVCO/EUROPEAID	Tchad	Tchad	316.706.473,77	XOF	482.815,91
DEVCO/EUROPEAID	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	138.914,00	EUR	138.914,00
DEVCO/EUROPEAID	Sénégal - Cap Vert	Sénégal - Cap Vert	209.194,15	EUR	209.194,15
DEVCO/EUROPEAID	Maghreb	Morocco - Tunisia	31.521,13	EUR	31.521,13
DEVCO/EUROPEAID	Maghreb	Morocco - Tunisia	156.298,00	EUR	156.298,00
DEVCO/EUROPEAID	Océan Indien / Madagascar	Indian ocean / Madagascar	51.314,00	EUR	51.314,00
DEVCO/EUROPEAID	Ethiopie	Ethiopia	98.709,64	EUR	98.709,64
DEVCO/EUROPEAID	Afghanistan	Afghanistan	1.414.682,00	EUR	1.414.682,00
DEVCO/EUROPEAID	Sri Lanka	Sri Lanka	187.837,14	EUR	187.837,14
DEVCO/EUROPEAID	Bangladesh	Bangladesh	231.542,03	EUR	231.542,03
DEVCO/EUROPEAID	Maghreb	Morocco - Tunisia	543.834,00	EUR	543.834,00
DEVCO/EUROPEAID	Indonésie	Indonesia	168.726,13	EUR	168.726,13
DEVCO/EUROPEAID	Cambodge	Cambodia	239.363,44	EUR	239.363,44
DEVCO/EUROPEAID	Nord Soudan	North Sudan	218.595,19	EUR	218.595,19
DEVCO/EUROPEAID	Népal	Nepal	99.771,17	EUR	99.771,17
DEVCO/EUROPEAID	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	101.903,00	EUR	101.903,00
DEVCO/EUROPEAID	Afghanistan	Afghanistan	652.984,00	EUR	652.984,00
DEVCO/EUROPEAID	Sénégal - Cap Vert	Senegal - Cap Vert	134.190,06	EUR	134.190,06
DEVCO/EUROPEAID	Liban	Lebanon	600.260,55	EUR	600.260,55
DEVCO/EUROPEAID	Océan Indien / Madagascar	Indian ocean / Madagascar	11.315.590,00	MGA	3.270,94
DEVCO/EUROPEAID	Mano River	Sierra Leone	112.333,88	EUR	112.333,88
DEVCO/EUROPEAID	Tchad	Tchad	1.263.015,75	EUR	1.263.015,75
DEVCO/EUROPEAID	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	117.894,00	EUR	117.894,00
DEVCO/EUROPEAID	Mali	Mali	3.664.633,71	EUR	3.664.633,71
DEVCO/EUROPEAID	Sri Lanka	Sri Lanka	82.014,40	EUR	82.014,40
DEVCO/EUROPEAID	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	169.981,64	EUR	169.981,64
DEVCO/EUROPEAID	Mali	Mali	60.000,00	EUR	60.000,00
DEVCO/EUROPEAID	Togo - Bénin	Togo - Ghana	5.078,53	EUR	5.078,53
DEVCO/EUROPEAID	Irak	Irak	123.448,45	EUR	123.448,45
DEVCO/EUROPEAID	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	455.143,83	EUR	455.143,83
DEVCO/EUROPEAID	Corée du Nord	North Korea	84.894,51	EUR	84.894,51
DEVCO/EUROPEAID	Laos	Laos	173.375,82	EUR	173.375,82
DEVCO/EUROPEAID	Chine	China	266.071,44	EUR	266.071,44
DEVCO/EUROPEAID	Rwanda	Rwanda	115.275,87	EUR	115.275,87
DEVCO/EUROPEAID	Corée du Nord	North Korea	345.848,03	EUR	345.848,03
DEVCO/EUROPEAID	Burundi	Burundi	10.478,60	EUR	10.478,60
DEVCO/EUROPEAID via Asso Colombe Blanche	Maghreb	Morocco - Tunisia	10.129,14	MAD	955,58
DEVCO/EUROPEAID via CARE	Crise Syrienne	Syrian Crisis	243.058,81	EUR	243.058,81
DEVCO/EUROPEAID via GIZ	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	73.219,00	EUR	73.219,00
DEVCO/EUROPEAID via Order Of Malta/Malteser Int.	Myanmar	Birmaniam	174.356,72	EUR	174.356,72
DEVCO/EUROPEAID via Public Français Autres	Maghreb	Morocco - Tunisia	159.184,52	EUR	159.184,52
DEVCO/EUROPEAID via Terre Des Hommes	Burundi	Burundi	9.557,67	EUR	9.557,67
Commission Européenne / European Commission - H2020					42.451,01
H2020 via Public Fund Italie	Other	Other	42.451,01	EUR	42.451,01

RESEAU FEDERAL HANDICAP INTERN.
Etats financiers au 31 decembre 2017

Financier Donor	Pays	Country	Affectation devise Allocation currency	Dev. Cur.	Affectation Euro Allocation Euro
Nations Unies / United Nations					11.467.964,44
Nations Unies / United Nations - PNUD					1.704.933,63
UNDP	Mozambique	Mozambique	232,47	MZN	3,21
UNDP	Lybie	Lybia	111.105,00	USD	103.624,12
UNDP	Mozambique	Mozambique	179.980,00	MZN	2.555,00
UNDP	RD Congo Goma	RD Congo Goma	749.106,23	USD	659.699,94
UNDP	RD Congo	RD Congo	1.099.375,32	USD	939.051,36
Nations Unies / United Nations - HCR					1.480.959,64
UNHCR	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	-0,05	XOF	0,00
UNHCR	Lybie	Lybia	355.548,57	USD	301.897,24
UNHCR	Nord Soudan	North Sudan	273.793,00	USD	250.080,75
UNHCR	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	397.660.179,67	XOF	606.229,04
UNHCR	Philippines	Philippines	662.565,00	PHP	11.037,00
UNHCR	Bangladesh	Bangladesh	19.984.157,13	BDT	195.614,34
UNHCR	Rwanda	Rwanda	108.968.479,00	RWF	116.101,27
Nations Unies / United Nations - UNICEF					2.396.427,19
UNICEF	Tchad	Tchad	22.498.008,00	XOF	34.297,99
UNICEF	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	-0,19	XOF	0,00
UNICEF	Myanmar	Birmanie	16.659,04	USD	15.812,75
UNICEF	Maghreb	Morocco - Tunisia	21.171,00	USD	19.972,64
UNICEF	Mozambique	Mozambique	11.727.638,78	MZN	165.099,01
UNICEF	Cambodge	Cambodia	88.075,45	USD	76.611,30
UNICEF	Sénégal - Cap Vert	Senegal - Cap Vert	77.692.580,00	XOF	118.441,56
UNICEF	Maghreb	Morocco - Tunisia	2.368,25	USD	2.265,63
UNICEF	Mali	Mali	8.906.608,61	XOF	13.578,30
UNICEF	Mali	Mali	105.833.685,33	XOF	161.342,53
UNICEF	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	55.530.488,00	XOF	84.655,68
UNICEF	Tchad	Tchad	46.098.186,00	XOF	70.276,23
UNICEF	Togo - Bénin	Togo - Ghana	58.781.914,00	XOF	89.612,45
UNICEF	Crise Syrienne	Syrian Crisis	4.807,60	USD	4.534,99
UNICEF	Nord Soudan	North Sudan	29.671,00	USD	25.445,49
UNICEF	Yemen	Yemen	306.214,89	USD	289.969,73
UNICEF	Mozambique	Mozambique	1.397.907,90	MZN	19.422,39
UNICEF	Myanmar	Birmanie	62.853,78	USD	54.298,21
UNICEF	Nord Soudan	North Sudan	1.082.803,53	SSP	7.799,41
UNICEF	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	138.568,00	USD	123.034,00
UNICEF	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	93.118.899,00	XOF	141.958,85
UNICEF	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	36.082,00	JOD	43.178,58
UNICEF	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	1.768.000,00	XOF	2.695,30
UNICEF	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	48.828,00	USD	41.285,19
UNICEF	Bangladesh	Bangladesh	538.759,00	BDT	5.667,62
UNICEF	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	64.742.720,83	XOF	98.699,64
UNICEF	Rwanda	Rwanda	148.869.710,02	RWF	166.518,96
UNICEF	Bolivie	Bolivia	272.417,87	BOB	36.916,18
UNICEF	Bolivie	Bolivia	152.732,78	BOB	18.897,73
UNICEF	Burundi	Burundi	408.325.002,93	BIF	197.867,17
UNICEF	Rwanda	Rwanda	162.330.653,37	RWF	163.932,91
UNICEF via World Education	Népal	Nepal	12.079.854,90	NPR	102.338,77
Nations Unies / United Nations - Mine Action					209.225,77
UNMAS	Mali	Mali	137.327,30	USD	126.629,82
UNMAS	Mali	Mali	97.321,68	USD	82.595,95
Nations Unies / United Nations - OCHA (Humanitarian Affairs)					2.619.977,20
OCHA	Irak	Irak	39.550,41	USD	38.763,98
OCHA	Crise Syrienne	Syrian Crisis	171.245,64	USD	162.005,24
OCHA	Nord Soudan	North Sudan	84.777,79	USD	77.611,80
OCHA	Crise Syrienne	Syrian Crisis	599.808,33	USD	548.162,75
OCHA	Crise Syrienne	Syrian Crisis	769.281,19	USD	672.616,38
OCHA	Rep. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	418.164,00	USD	380.640,73
OCHA	Irak	Irak	282.434,60	USD	240.048,76
OCHA	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	144.258,00	USD	122.699,00
OCHA	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	175.187,00	USD	149.198,00
OCHA	Rep. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	253.607,74	USD	215.861,00
OCHA	Ethiopie	Ethiopia	1.390,00	EUR	1.390,00
OCHA	RD Congo Goma	RD Congo Goma	5.464,49	USD	4.620,35
OCHA via Danish Refugee Council	Myanmar	Birmanie	7.129,73	USD	6.028,35
OCHA via Other Private Fund	Crise Syrienne	Syrian Crisis	0,00	USD	330,86
Nations Unies / United Nations - Org. Mondiale de la Santé/World Health Org.					1.235.126,37
WHO	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.060.425,46	GBP	1.200.075,62
WHO	Togo - Bénin	Togo - Ghana	22.062,57	USD	19.331,09
WHO	Cambodge	Cambodia	10.289,99	USD	9.032,55
WHO	Cambodge	Cambodia	7.591,50	USD	6.687,11
Nations Unies / United Nations - Autres / Other :					1.821.314,64
OTHER UNITED NATION AGENCY	Myanmar	Birmanie	57.047,42	USD	53.181,03
OTHER UNITED NATION AGENCY	Océan Indien / Madagascar	Indian ocean / Madagascar	1.442.544,00	MGA	379,62
OTHER UNITED NATION AGENCY	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	136.828,10	USD	121.922,81
OTHER UNITED NATION AGENCY	Rep. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	43.003,00	USD	35.649,00
OTHER UNITED NATION AGENCY	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	75.260,00	EUR	75.260,00
OTHER UNITED NATION AGENCY	Sri Lanka	Sri Lanka	178.548,74	USD	153.439,44
OTHER UNITED NATION AGENCY	Crise Syrienne	Syrian Crisis	398.889,00	USD	371.060,14
OTHER UNITED NATION AGENCY	Crise Syrienne	Syrian Crisis	111.782,97	USD	105.450,31
OTHER UNITED NATION AGENCY	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	95.495,18	USD	87.211,55
OTHER UNITED NATION AGENCY	Myanmar	Birmanie	7.049.283,00	THB	184.150,67
OTHER UNITED NATION AGENCY	Rep. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	212.528,19	USD	181.483,03
OTHER UNITED NATION AGENCY	Mozambique	Mozambique	416.020,00	MZN	5.816,45
OTHER UNITED NATION AGENCY	Mozambique	Mozambique	19.943,00	USD	16.950,17
OTHER UNITED NATION AGENCY	Colombie	Colombia	486.858,11	USD	429.360,42
Other international agencies					955.740,16
IOM	Bangladesh	Bangladesh	625.626,18	USD	530.761,06
IOM	Nord Soudan	North Sudan	10.084,92	USD	8.527,03
IOM	Bangladesh	Bangladesh	438.847,00	USD	400.212,65
OFID	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	17.180,00	USD	16.239,42

RESEAU FEDERAL HANDICAP INTERN.
Etats financiers au 31 decembre 2017

Financier Donor	Pays	Country	Affectation devise Allocation currency	Dev. Cur.	Affectation Euro Allocation Euro
Fonds publics nationaux / public national funds :					61.825.040,58
Fonds publics nationalité AN / public funds NA nationality					57.243.341,87
Fonds publics Allemagne / Public funds Germany :					4.526.447,40
Autres fonds publiques Allemands /Other German public funds	Irak	Irak	378.635,00	EUR	378.635,00
Autres fonds publiques Allemands /Other German public funds	Ethiopie	Ethiopia	27.405,50	EUR	27.405,50
BMZ	Inde	India	199.793,20	EUR	199.793,20
BMZ	Pakistan	Pakistan	835.417,00	EUR	835.417,00
BMZ	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	334.929,00	EUR	334.929,00
BMZ	Haiti	Haiti	180.255,24	EUR	180.255,24
German MoFa	RD Congo Goma	RD Congo Goma	1.262.176,44	EUR	1.262.176,44
German MoFa	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	121.655,00	EUR	121.655,00
German MoFa	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	309.108,15	EUR	309.108,15
German MoFa	Yemen	Yemen	588.267,19	EUR	588.267,19
GIZ	Maghreb	Morocco - Tunisia	22.962,00	EUR	22.962,00
GIZ	Cambodge	Cambodia	2.688,50	USD	2.287,89
IFA	Kenya	Kenya	263.555,79	EUR	263.555,79
Fonds publics Belgique / Public funds Belgium :					7.102.909,61
Autres fonds publiques Belges /Other Belgium public funds	Maghreb	Morocco - Tunisia	32.236,00	EUR	32.236,00
Autres fonds publiques Belges /Other Belgium public funds	Maghreb	Morocco - Tunisia	32.984,00	EUR	32.984,00
Autres fonds publiques Belges /Other Belgium public funds	Sri Lanka	Sri Lanka	84,47	EUR	84,47
Autres fonds publiques Belges /Other Belgium public funds	Maghreb	Morocco - Tunisia	36.452,00	EUR	36.452,00
Autres fonds publiques Belges /Other Belgium public funds	Bangladesh	Bangladesh	1.538,08	EUR	1.538,08
Autres fonds publiques Belges /Other Belgium public funds	Cuba	Cuba	1.939,87	EUR	1.939,87
DGCD Belge	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	1.316.270,04	EUR	1.316.270,04
DGCD Belge	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	699.879,00	EUR	699.879,00
DGCD Belge	RD Congo Goma	RD Congo Goma	978.589,66	EUR	978.589,66
DGCD Belge	Coordination Afrique de l'Ouest	West Africa Regional Projet	29.696,13	EUR	29.696,13
DGCD Belge	Other	Other	3.120.186,90	EUR	3.120.186,90
MAE Belge	Irak	Irak	500.000,00	EUR	500.000,00
MAE Belge	Irak	Irak	150.000,00	EUR	150.000,00
MAE Belge	Colombie	Colombia	203.053,46	EUR	203.053,46
Fonds publics Canada / Public funds Canada :					5.859.332,73
ACDI	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	19.004,00	CAD	13.584,13
ACDI	Crise Syrienne	Syrian Crisis	12.099,38	CAD	8.548,44
ACDI	Irak	Irak	70.078,23	CAD	40.859,87
ACDI	Irak	Irak	4.007.423,35	CAD	2.723.314,38
ACDI	Crise Syrienne	Syrian Crisis	3.893.001,15	CAD	2.620.547,25
Autres fonds publiques Canadiens /Other Canadians public funds	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	191.756,00	CAD	136.074,61
Autres fonds publiques Canadiens /Other Canadians public funds	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	370.524,00	CAD	247.882,00
Canada Embassy	Maghreb	Morocco - Tunisia	6.063,03	CAD	4.401,00
Canada Embassy	Myanmar	Birmaniam	22.715,09	CAD	15.139,02
PQDI	Mali	Mali	7.546,34	CAD	4.555,32
PQDI	Haiti	Haiti	51.132,43	CAD	36.567,57
PQDI	Haiti	Haiti	11.605,43	CAD	7.859,14
Fonds publics France / Public funds France :					8.698.950,30
AFD	Mali	Mali	52.551,19	EUR	52.551,19
AFD	Other	Other	612.870,99	EUR	612.870,99
AFD	Mali	Mali	830.234,01	EUR	830.234,01
AFD	Afghanistan	Afghanistan	414.808,00	EUR	414.808,00
AFD	Maghreb	Morocco - Tunisia	303.549,76	EUR	303.549,76
AFD	Coordination Afrique de l'Ouest	West Africa Regional Projet	741.159,16	EUR	741.159,16
AFD	Océan Indien / Madagascar	Indian ocean / Madagascar	204.253,00	EUR	204.253,00
AFD	Other	Other	888.770,60	EUR	888.770,60
AFD	Coordination Regionale Afrique de l'Est	East Africa Regional coordination	226.068,36	EUR	226.068,36
AFD	Sénégal - Cap Vert	Senegal - Cap Vert	23.483.547,53	XOF	35.800,48
AFD	Maghreb	Morocco - Tunisia	11.968,21	EUR	11.968,21
AFD	Other	Other	80.142,00	EUR	80.142,00
AFD	RD Congo	RD Congo	30.315,77	EUR	30.315,77
AFD	Haiti	Haiti	34.361,39	EUR	34.361,39
AFD via Amref	Sénégal - Cap Vert	Senegal - Cap Vert	61.463,36	EUR	61.463,36
AFD via Medecins Du Monde	Océan Indien / Madagascar	Indian ocean / Madagascar	29.808,73	EUR	29.808,73
AFD via Public Fund Mali	Mali	Mali	819.544,09	EUR	819.544,09
AFD via Public Fund Togo	Togo - Bénin	Togo - Ghana	1.313.141,19	EUR	1.313.141,19
Amb de France	Ethiopie	Ethiopia	4.551,82	EUR	4.551,82
Amb de France	Afghanistan	Afghanistan	19.010,00	USD	17.551,01
Amb de France	Colombie	Colombia	158.680,26	EUR	158.680,26
Autres fonds publiques France /Other French public funds	Other	Other	4.800,00	EUR	4.800,00
Autres fonds publiques France /Other French public funds	Other	Other	2.212,00	EUR	2.212,00
Autres fonds publiques France /Other French public funds	Other	Other	23.148,00	EUR	23.148,00
Autres fonds publiques France /Other French public funds	Sénégal - Cap Vert	Senegal - Cap Vert	213.944,52	EUR	213.944,52
Autres fonds publiques France /Other French public funds	Haiti	Haiti	7.000,00	EUR	7.000,00
Autres fonds publiques France /Other French public funds	Other	Other	5.000,00	EUR	5.000,00
Autres fonds publiques France /Other French public funds	Other	Other	15.800,00	EUR	15.800,00
Centre de crise	Crise Syrienne	Syrian Crisis	264.151,63	EUR	264.151,63
Centre de crise	Irak	Irak	39.392,20	EUR	39.392,20
Centre de crise	Yemen	Yemen	164,82	EUR	164,82
Centre de crise	Crise Syrienne	Syrian Crisis	331.000,00	EUR	331.000,00
Centre de crise	Irak	Irak	117.129,00	EUR	117.129,00
Centre de crise	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	120.000,00	EUR	120.000,00
Centre de crise	Togo - Bénin	Togo - Ghana	58.130,69	EUR	58.130,69
Centre de crise	Kenya	Kenya	213.105,77	EUR	213.105,77
Centre de crise	Népal	Nepal	100.000,00	EUR	100.000,00
Centre de crise	Bangladesh	Bangladesh	19.068,52	EUR	19.068,52
Centre de crise	Burundi	Burundi	32.123,68	EUR	32.123,68
Centre de crise	RD Congo	RD Congo	7.947,66	EUR	7.947,66
Centre de crise via Mae France Y Compris Ambassade	Tchad	Tchad	56.331,83	EUR	56.331,83
Centre de crise via Mae France Y Compris Ambassade	Lybie	Lybia	8.817,55	EUR	8.817,55
Ecole Htes Etudes En Santé Pub	Other	Other	3.003,00	EUR	3.003,00
Région Rhône Alpes	Océan Indien / Madagascar	Indian ocean / Madagascar	5.464,60	EUR	5.464,60
Région Rhône Alpes	Maghreb	Morocco - Tunisia	436,56	EUR	436,56
Région Rhône Alpes	Haiti	Haiti	11.932,36	EUR	11.932,36
Région Rhône Alpes	Mali	Mali	45.460,42	EUR	45.460,42
Région Rhône Alpes	Maghreb	Morocco - Tunisia	15.488,00	EUR	15.488,00
Région Rhône Alpes	Mali	Mali	42.653,28	EUR	42.653,28
Région Rhône Alpes	Mali	Mali	33.788,03	EUR	33.788,03
Région Rhône Alpes	Other	Other	20.000,00	EUR	20.000,00
Ville de Lyon	Haiti	Haiti	9.862,80	EUR	9.862,80

RESEAU FEDERAL HANDICAP INTERN.
Etats financiers au 31 decembre 2017

Finaceur Donor	Pays	Country	Affectation devise Allocation currency	Dev. Cur.	Affectation Euro Allocation Euro
Fonds publics Luxembourg / Public funds Luxembourg :					4.848.476,58
MAE Luxembourg	Other	Other	1.585.110,03	EUR	1.585.110,03
MAE Luxembourg	Kenya	Kenya	86.730,06	EUR	86.730,06
MAE Luxembourg	Algérie	Algeria	7.761,87	EUR	7.761,87
MAE Luxembourg	Sri Lanka	Sri Lanka	76.063,41	EUR	76.063,41
MAE Luxembourg	Other	Other	465.696,33	EUR	465.696,33
MAE Luxembourg	Other	Other	305.930,23	EUR	305.930,23
MAE Luxembourg	Other	Other	12.158,08	EUR	12.158,08
MAE Luxembourg	Other	Other	976.490,60	EUR	976.490,60
MAE Luxembourg Prevention	Népal	Nepal	6.092,75	EUR	6.092,75
MAE Luxembourg Prevention	Mali	Mali	43.068,95	EUR	43.068,95
MAE Luxembourg Prevention	Myanmar	Birmaniam	44.826,08	EUR	44.826,08
MAE Luxembourg Prevention	Népal	Nepal	90.391,77	EUR	90.391,77
MAE Luxembourg Prevention	Myanmar	Birmaniam	40.974,26	EUR	40.974,26
MAE Luxembourg Sensibilisation	Other	Other	228.024,14	EUR	228.024,14
MAE Luxembourg Urgence	Inde	India	11.845,76	EUR	11.845,76
MAE Luxembourg Urgence	Haiti	Haiti	131.920,34	EUR	131.920,34
MAE Luxembourg Urgence	Irak	Irak	150.000,00	EUR	150.000,00
MAE Luxembourg Urgence	Crise Syrienne	Syrian Crisis	158.480,00	EUR	158.480,00
MAE Luxembourg Urgence	Crise Syrienne	Syrian Crisis	251.873,68	EUR	251.873,68
MAE Luxembourg Urgence	Kenya	Kenya	106.584,94	EUR	106.584,94
MAE Luxembourg Urgence	Yemen	Yemen	6.036,00	EUR	6.036,00
MAE Luxembourg Urgence	Bangladesh	Bangladesh	11.027,30	EUR	11.027,30
MAE Luxembourg Urgence	RD Congo	RD Congo	51.390,00	EUR	51.390,00
Fonds publics Royaume-Uni / Public funds UK :					4.620.519,23
DFID	Bangladesh	Bangladesh	324.338,50	GBP	364.504,49
DFID	Kenya	Kenya	95.130,79	GBP	118.295,77
DFID	Other	Other	8.000,00	GBP	9.139,04
DFID	Other	Other	26.729,00	GBP	30.285,91
DFID	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.885.220,89	GBP	2.174.360,08
DFID	Kenya	Kenya	243.477,44	GBP	279.583,95
DFID	Other	Other	167.517,05	GBP	189.248,07
DFID	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	18.246,00	GBP	21.375,30
DFID	Kenya	Kenya	354.718,16	GBP	402.311,24
DFID	Yemen	Yemen	99.687,00	GBP	112.716,00
DFID	Yemen	Yemen	12.235,00	GBP	13.881,00
DFID	Other	Other	106.775,55	GBP	120.715,06
DFID	Chine	China	60.158,79	GBP	74.232,64
DFID	Corée du Nord	North Korea	1.993,75	GBP	1.494,00
DFID	Corée du Nord	North Korea	15.000,00	GBP	17.455,50
DFID - GHAP	Burundi	Burundi	34.864,29	GBP	39.320,14
DFID via Plan	Mano River	Sierra Leone	52.913,56	GBP	64.730,44
DFID via Plan	Mano River	Sierra Leone	107.431,27	GBP	131.135,73
GEC	Mano River	Sierra Leone	398.043,88	GBP	454.067,91
DFID via SAVE THE CHILDREN	Other	Other	1.471,81	GBP	1.666,96
Fonds publics Suisse / Public funds Switzerland :					1.729.884,96
Autres fonds publics Suisses / Other Swiss public funds	Népal	Nepal	5.250.000,00	NPR	42.458,62
Canton de Genève	Haiti	Haiti	38.079,40	CHF	35.691,63
Canton de Genève	Rwanda	Rwanda	34.791,95	CHF	32.350,69
Dfae-Ddc/Ah - Aide Humanitaire	Crise Syrienne	Syrian Crisis	456.598,98	CHF	411.530,04
Dfae-Ddc/Ah - Aide Humanitaire	RD Congo Goma	RD Congo Goma	217.399,98	CHF	192.529,29
Dfae-Ddc/Ah - Aide Humanitaire	Bangladesh	Bangladesh	116.699,97	CHF	100.237,06
Dfae-Ddc/Dev-Coopération Dvlt	Tchad	Tchad	46.975,48	EUR	46.975,48
Dfae-Ddc/Dev-Coopération Dvlt	Tchad	Tchad	123.947,00	EUR	123.947,00
Dfae-Ddc/Dev-Coopération Dvlt	Rwanda	Rwanda	262.048,96	CHF	233.738,03
Dfae-Ddc/Dev-Coopération Dvlt	Colombie	Colombia	406.462.424,92	COP	130.603,62
Dfae-Ddc/Dev-Coopération Dvlt	Corée du Nord	North Korea	3.189,19	EUR	3.189,19
Dfae-Ddc/Dev-Coopération Dvlt	Colombie	Colombia	513.604.257,88	COP	165.030,21
Dfae-Ddc/Dev-Coopération Dvlt	Colombie	Colombia	421.315.902,59	COP	120.851,01
Dfae-Ddc/Dev-Coopération Dvlt	Corée du Nord	North Korea	90.753,09	EUR	90.753,09
Fonds publics USA / Public funds USA :					19.856.821,06
Autres fonds publiques USA / Other USA public funds	Myanmar	Birmaniam	116.545,29	USD	101.548,25
Autres fonds publiques USA / Other USA public funds	Kenya	Kenya	7.946,67	USD	6.760,95
US State Dpt DRL	Sri Lanka	Sri Lanka	8.756,61	USD	7.450,96
US State Dpt DRL	Corée du Nord	North Korea	230.423,14	USD	201.589,59
US State Dpt DRL	Chine	China	91.674,18	USD	84.159,61
US State Dpt DRL	Chine	China	34.107,00	USD	29.308,17
US State Dpt MEPI	Maghreb	Morocco - Tunisia	5.467,94	USD	4.893,89
US State Dpt PRM	Kenya	Kenya	358.518,00	USD	322.336,22
US State Dpt PRM	Kenya	Kenya	499.193,41	USD	453.039,29
US State Dpt PRM	Myanmar	Birmaniam	372.579,00	USD	337.060,05
US State Dpt PRM	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.475.161,69	USD	1.318.685,18
US State Dpt PRM	Kenya	Kenya	350.210,00	USD	297.140,60
US State Dpt PRM	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	17.983,42	USD	15.372,41
US State Dpt PRM	Myanmar	Birmaniam	119.706,00	USD	101.214,17
US State Dpt PRM	Irak	Irak	190.208,00	USD	161.303,00
US State Dpt PRM	Rwanda	Rwanda	637.564,52	USD	582.947,19
US State Dpt PRM	Rwanda	Rwanda	453.884,00	USD	386.813,00
US State Dpt WRA	Liban	Lebanon	523.156,11	USD	468.069,07
US State Dpt WRA	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	582.152,23	USD	521.115,47
US State Dpt WRA	Myanmar	Birmaniam	343.514,85	USD	317.266,77
US State Dpt WRA	Sénégal - Cap Vert	Senegal - Cap Vert	400.000,00	USD	350.876,73
US State Dpt WRA	Colombie	Colombia	1.427.649,00	USD	1.274.204,00
USAID	Burundi	Burundi	53.218,30	USD	50.041,26
USAID	Ethiopia	Ethiopia	270.675,95	USD	237.225,96
USAID	Népal	Nepal	895.644,57	USD	793.746,54
USAID	Sri Lanka	Sri Lanka	114.104,61	USD	102.740,37
USAID	Burkina Faso - Niger	Burkina Faso - Niger	803.204,33	USD	700.431,37
USAID	Mali	Mali	5.772.840,66	USD	4.992.051,08
USAID	Mali	Mali	160.892,00	USD	146.250,32
USAID	Népal	Nepal	60.000,00	USD	52.861,01
USAID	Mali	Mali	47.926,06	USD	41.252,32
USAID	Vietnam	Vietnam	1.372.757,20	USD	1.211.886,91
USAID	RD Congo	RD Congo	1.019.760,61	USD	865.940,21
USAID OFDA	RD Congo Goma	RD Congo Goma	433.254,49	USD	404.449,00
USAID OFDA	Rep. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	43.425,00	USD	41.354,84
USAID OFDA	Haiti	Haiti	279.353,73	USD	264.005,24
USAID OFDA	Irak	Irak	801.519,00	USD	681.565,00
USAID OFDA	Rep. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	500.000,00	USD	431.724,93
USAID OFDA via Helpage International	Other	Other	21.743,00	USD	19.125,76
USAID via Catholic Relief Services	Ethiopia	Ethiopia	107.685,33	USD	95.451,14
USAID via John Snow Inc	RD Congo	RD Congo	1.265.806,90	USD	1.130.610,52
USAID via World Education	Laos	Laos	247.026,93	USD	224.504,42
USAID via World Education	Laos	Laos	31.001,09	USD	26.448,29

Financier Donor	Pays	Country	Affectation devise Allocation currency	Dev. Cur.	Affectation Euro Allocation Euro
Fonds publics hors nationalité AN / Public funds other nationality :					4.581.698,71
Fonds publics Australie / Public funds Australia :					500.131,21
AUSAID	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	161.741,00	AUD	104.230,00
AUSAID	Other	Other	186.474,13	AUD	132.037,48
AUSAID	Cambodge	Cambodia	5.488,26	AUD	3.751,75
AUSAID	Other	Other	171.800,53	AUD	113.960,19
Australian Embassy	Afghanistan	Afghanistan	214.332,00	AUD	146.151,79
Fonds publics Autriche / Public funds Austria :					48.850,00
Public Fund Autriche	Ukraine	Ukrania	48.850,00	EUR	48.850,00
Fonds publics Cambodia / Public funds Cambodia :					2.272,32
Public Fund Cambodge	Cambodge	Cambodia	10.379.955,00	KHR	2.272,32
Fonds publics Espagne / Public funds Spain :					8.110,81
MAIRIE DE BASAURI via ANESVAD Foundation	Togo - Bénin	Togo - Ghana	8.110,81	EUR	8.110,81
Fonds publics Finlande / Public funds Finland :					36.945,13
Finland MoFA	Maghreb	Morocco - Tunisia	36.945,13	EUR	36.945,13
Fonds publics Irlande / Irish public funds :					31.196,37
Public Fund Irlande	Other	Other	31.196,37	EUR	31.196,37
Fonds publics Japon / Public funds Japan :					399.193,50
Autres fonds publiques Japon /Other Japan public funds	Liban	Lebanon	74.585,98	USD	70.450,53
Japan Embassy	Colombie	Colombia	265.428,05	USD	245.715,87
Japan Embassy	Cuba	Cuba	83.027,10	EUR	83.027,10
Fonds publics Monaco / Public funds Monaco :					763.438,04
Fonds Publics Monaco	Maghreb	Morocco - Tunisia	43.690,00	EUR	43.690,00
Fonds Publics Monaco	Maghreb	Morocco - Tunisia	115.413,00	EUR	115.413,00
Fonds Publics Monaco	Mali	Mali	123.515,34	EUR	123.515,34
Fonds Publics Monaco	Maghreb	Morocco - Tunisia	184.816,00	EUR	184.816,00
Fonds Publics Monaco	Océan Indien / Madagascar	Indian ocean / Madagascar	110.213,00	EUR	110.213,00
Fonds Publics Monaco	Maghreb	Morocco - Tunisia	45.000,00	EUR	45.000,00
Fonds Publics Monaco	Océan Indien / Madagascar	Indian ocean / Madagascar	10.000,00	EUR	10.000,00
Fonds Publics Monaco	Sénégal - Cap Vert	Senegal - Cap Vert	29.513,81	EUR	29.513,81
Fonds Publics Monaco	Burundi	Burundi	101.276,89	EUR	101.276,89
Fonds publics Norvège / Public funds Norway :					1.394.073,79
MAE NORVEGE via Inew	Other	Other	1.073.266,42	NOK	111.985,42
Public Fund Norvege	Crise Syrienne	Syrian Crisis	4.683.603,38	NOK	500.680,69
Public Fund Norvege	Coordination Afrique de l'Ouest	West Africa Regional Projet	1.354.043,15	NOK	142.585,66
Public Fund Norvege	Mali	Mali	15.527,00	NOK	1.607,75
Public Fund Norvege	Crise Syrienne	Syrian Crisis	42.626,00	NOK	4.375,94
Public Fund Norvege	Other	Other	0,00	EUR	0,00
Public Fund Norvege	Other	Other	161.059,99	EUR	161.059,99
Public Fund Norvege	Colombie	Colombia	2.000.000,00	NOK	213.965,34
Public Fund Norvege	Colombie	Colombia	193.601,44	NOK	19.874,90
Public Fund Norvege	Other	Other	237.938,10	EUR	237.938,10
Fonds publics Nouvelle Zélande / Public New Zealand :					2.294,10
Public Fund New Zealand	Chine	China	17.918,36	CNY	2.294,10
Fonds publics Pays Bas / Public funds Holland :					978.634,03
Public Fund Pays-Bas	Other	Other	2.701,00	EUR	2.701,00
Public Fund Pays-Bas	Irak	Irak	975.933,03	EUR	975.933,03
Fonds publics Danois / Danish public funds :					84.599,68
Danish funds via CARE	Crise Syrienne	Syrian Crisis	629.364,85	DKK	84.599,68
Fonds publics Sénégal / Public funds Senegal :					57.192,40
Public Fund Senegal	Sénégal - Cap Vert	Senegal - Cap Vert	37.515.755,00	XOF	57.192,40
Fonds publics Suède / Public funds Sweden :					274.767,33
Public Fund Suede	Corée du Nord	North Korea	796.743,12	SEK	84.628,46
Public Fund Suede	Corée du Nord	North Korea	1.281.642,12	SEK	134.084,02
SIDA via Care	Crise Syrienne	Syrian Crisis	542.043,17	SEK	56.054,85

RESEAU FEDERAL HANDICAP INTERN.
Etats financiers au 31 decembre 2017

Finaceur Donor	Pays	Country	Affectation devise Allocation currency	Dev. Cur.	Affectation Euro Allocation Euro
Fonds Privés / Private funds :					9.994.440,86
Fonds Privés nationalité AN / Private funds NA nationality :					5.698.561,97
Fonds Privés Allemagne / Private funds Germany :					220.956,91
ADH	Ukraine	Ukrania	55.553,91	EUR	55.553,91
ADH	Haiti	Haiti	52.679,42	EUR	52.679,42
ADH	Yemen	Yemen	45.498,81	EUR	45.498,81
ADH via CARE	Népal	Nepal	6.949,77	EUR	6.949,77
Knoedel Fondation	Irak	Irak	30.000,00	EUR	30.000,00
Sternstunden Foundation	Océan Indien / Madagascar	Indian ocean / Madagascar	30.275,00	EUR	30.275,00
Fonds Privés Belgique / Private funds Belgium :					1.088.904,75
Comité 1212	Kenya	Kenya	642.730,60	EUR	642.730,60
Association Fracarita	Rwanda	Rwanda	37.053,32	EUR	37.053,32
Fondation Roi Baudouin - SMI	Océan Indien / Madagascar	Indian ocean / Madagascar	102.793,00	EUR	102.793,00
Grandis Sa	Haiti	Haiti	53.506,57	EUR	53.506,57
MSF Belge	Burundi	Burundi	237.491,97	EUR	237.491,97
Nef-Network Of European Found.	Burundi	Burundi	15.329,29	EUR	15.329,29
Fonds Privés Canada / Private funds Canada :					16.714,48
Other Corporate	Rwanda	Rwanda	15.650,00	CAD	10.453,24
UNIFOR	Rwanda	Rwanda	3.421,79	CAD	2.352,64
UNIFOR	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	8.955,00	CAD	3.908,60
Fonds Privés France / Private funds France :					70.000,00
LEROY MERUN	France	France	70.000,00	EUR	70.000,00
Fonds Privés Royaume-Uni / Private funds U.K. :					1.800.357,47
Big Lottery Fund	Cambodge	Cambodia	138.906,95	GBP	160.958,70
Big Lottery Fund	Philippines	Philippines	655.755,01	GBP	748.178,61
Helpage International	Haiti	Haiti	122.637,45	USD	116.152,87
Start Fund	Sri Lanka	Sri Lanka	249.854,00	GBP	290.282,75
Start Fund	Népal	Nepal	125.000,00	GBP	142.234,00
Start Fund	Kenya	Kenya	12.129,99	GBP	13.512,01
Start Fund	Mano River	Sierra Leone	54.309,00	GBP	60.634,38
Start Fund	Bangladesh	Bangladesh	59.000,00	GBP	63.948,66
Start Fund via Action Contre La Faim	Philippines	Philippines	23.761,94	GBP	27.990,68
Start Fund via Solidarites International	Bangladesh	Bangladesh	150.000,00	GBP	176.464,80
Fonds Privés Suisse / Private funds Switzerland :					2.258.904,75
Autres fonds privés suisses	Kenya	Kenya	151.142,45	EUR	151.142,45
Chaîne du bonheur	Népal	Nepal	591.603,23	CHF	549.531,11
Chaîne du bonheur	Mozambique	Mozambique	62.266,22	CHF	56.786,64
Chaîne du bonheur	Kenya	Kenya	11.115,14	CHF	9.529,44
Chaîne du bonheur	Népal	Nepal	870,00	CHF	749,90
FED. INTER. DE LA CROIX ROUGE	Kenya	Kenya	6.074,52	CHF	5.669,70
Fondation Arigidius	Sénégal - Cap Vert	Senegal - Cap Vert	49.397,70	EUR	49.397,70
Fondation DROSOS	Maghreb	Morocco - Tunisia	20.455,09	EUR	20.455,09
Fondation DROSOS	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	170.006,00	EUR	170.006,00
Fondation DROSOS	Maghreb	Morocco - Tunisia	130.215,00	EUR	130.215,00
Fondation DROSOS	Maghreb	Morocco - Tunisia	164.651,00	EUR	164.651,00
Fondation Symphasis	Indonésie	Indonesia	50.000,00	CHF	44.602,35
GLOBAL FUND	Coordination Afrique de l'Ouest	West Africa Regional Projet	893.065,52	EUR	893.065,52
Helvetas Swiss Intercooperatio	Bangladesh	Bangladesh	15.283,16	CHF	13.102,85
Fonds privés USA / Private funds USA :					242.723,61
Ford Foundation	Chine	China	22.689,98	USD	20.256,66
John Hopkins University	Cambodge	Cambodia	21.963,16	USD	19.919,07
Miracle Feet	Sri Lanka	Sri Lanka	24.291,79	USD	21.774,11
Miracle Feet	Bolivie	Bolivia	19.881,67	USD	18.546,24
Miracle Feet	Bolivie	Bolivia	7.873,92	USD	6.653,16
Wellspring Advisors	Other	Other	175.502,27	USD	155.574,37
Fonds Privés autres nationalités / Private funds other nationalities :					4.295.878,89
Australian Red Cross	Indonésie	Indonesia	20.989,01	AUD	14.431,35
Australian Red Cross	Myanmar	Birmanie	15.000,00	USD	13.110,00
BLOMBANK	HI Middle East Regional Office / Jordanie	MERO Middle East Regional Office / Jordanie	184.440,00	USD	161.067,00
BSRM	Bangladesh	Bangladesh	853.171,00	BDT	10.177,27
Educate a Child	Coordination Afrique de l'Ouest	West Africa Regional Projet	1.287.068,21	USD	1.140.713,54
FED. INTER. DE LA CROIX ROUGE	Philippines	Philippines	1.191.697,15	PHP	22.198,52
Finn Church Aid	Crise Syrienne	Syrian Crisis	43.635,52	EUR	43.635,52
Fondation Anesvad	Togo - Bénin	Togo - Ghana	228.646,74	EUR	228.646,74
Fondation Anesvad	Togo - Bénin	Togo - Ghana	6.683,18	EUR	6.683,18
Fondation Medicor	Sénégal - Cap Vert	Senegal - Cap Vert	246.372,36	EUR	246.372,36
Fondation Medicor	Colombie	Colombia	363.238,80	CHF	333.759,20
Fondation OCP	Maghreb	Morocco - Tunisia	2.124.855,00	MAD	193.514,00
Fondation ORANGE Mali	Mali	Mali	5.245.985,06	XOF	7.997,45
IKEA FOUNDATION	Coordination Régionale Asie du sud	South Asia Regional Coordination	1.652.254,09	EUR	1.652.254,09
Other private funds	Népal	Nepal	35.410,00	EUR	35.410,00
SAVE THE CHILDREN	Laos	Laos	18.428,00	USD	16.412,54
World Diabete Foundation	Philippines	Philippines	169.496,13	EUR	169.496,13

SOMMAIRE

BILAN	
Bilan Actif	2
Bilan Passif	3
COMPTE DE RESULTAT	
Compte de résultat 1	4
Compte de résultat (suite)	5
Evaluation des contributions volontaires en nature	6
Présentation du réseau HI	7
Faits significatifs comptable de l'exercice	9
Règles et méthodes comptables	11
ANNEXE	
Etat de l'actif immobilisé	22
Etat des amortissements	23
Etat des provisions et dépréciations	24
Variation des fonds associatifs	25
Etat des échéances, des créances et des dettes	26
Produits à recevoir	27
Charges à payer	28
Charges et produits constatés d'avance	29
Charges et produits financiers	30
Charges et produits exceptionnels	31
Ventilation des effectifs de l'association	32
Compte Emplois - Ressources	
Comptes d'emplois ressources	34
Détail des contributions en nature	35
Règles et méthodes comptables	36
Evolution des emplois et des ressources	
Evolution des emplois	44
Evolution des ressources	45
Suivi des fonds de la générosité du public	
Suivi des fonds de la générosité du public	47

Détail des financements bailleurs	48
Détail des financements bailleurs (1)	49
Détail des financements bailleurs (2)	50
Détail des financements bailleurs (3)	51
Détail des financements bailleurs (4)	52
Détail des financements bailleurs (5)	53
Détail des financements bailleurs (6)	54
Détail des financements bailleurs (7)	55